



HAL
open science

Recension : Raymond Aron : Paix & Guerre entre les nations

Antony Dabila

► **To cite this version:**

| Antony Dabila. Recension : Raymond Aron : Paix & Guerre entre les nations. 2022. hal-03666350

HAL Id: hal-03666350

<https://hal.science/hal-03666350>

Submitted on 12 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962, 794 pp.

Présenté par Antony Dabila

Les États, comme les individus, ne veulent pas seulement la vie mais l'honneur, pas seulement la sécurité mais le rang. Ils préfèrent souvent le danger dans l'autonomie à la paix sous protection d'un plus fort. Sont-ils "irrationnels" ? Le commandant qui coulait avec son navire était-il irrationnel ? S'il l'était, souhaitons que l'humanité ne cesse pas d'être irrationnelle ! ¹

Plutôt qu'un résumé de l'œuvre pour elle-même, cet article cherche à présenter la somme que constitue *Paix et guerre entre les nations* dans la perspective de ses conditions de rédaction. Le parti pris y est de relier ce texte – le plus connu et le plus commenté de Raymond Aron en matière de relations internationales – à son essai de 1957, "De la Guerre : armes atomiques et diplomatie mondiale", objet d'une précédente recension dans ces colonnes.²

Pourquoi ? Selon l'interprétation qui en était proposée, le "De la guerre" aronien a valu à son auteur d'être propulsé, bien au-delà du débat stratégique français, au cœur de la réflexion stratégique nucléaire américaine, dont Aron sera dès lors sans conteste un important protagoniste. Ébauchant alors ses hypothèses sur l'articulation entre stratégie nucléaire, conventionnelle et contre-insurrectionnelle, qu'il venait de soumettre au débat en France, il y avait vivement critiqué la doctrine dite "Dulles" de représailles massives.³ Chroniqueur à succès en France, il gagnait parallèlement de plus en plus d'audience à l'étranger, notamment *via* les nombreuses conférences qu'il prononce au siège de l'OTAN, encore parisien, tout au long des années 50.⁴ À partir de la publication en anglais de son essai l'année suivante,⁵ sous forme d'ouvrage accompagné d'une postface inédite (à ce jour non traduite en français), Aron est sollicité par les grandes universités américaines. C'est ainsi qu'il est invité en 1958 à venir passer un semestre de recherche à Harvard par son doyen, McGeorge Bundy. Il y côtoie nombre des intellectuels acteurs (à commencer par Bundy lui-même, futur Conseiller à la Sécurité Nationale) de ce qui constituera trois ans plus tard, au sein de l'Administration Kennedy, l'*establishment* stratégique à l'origine de la doctrine de riposte graduée.

Comment Aron réussit-il à percer dans le milieu académique américain ? Comment parvint-il au cœur du réacteur de réflexion stratégique de la future administration ? Quels furent son rôle et sa place dans ce que l'irremplaçable ouvrage de Christian Malis⁶ appelle

¹ Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 8^e édition, 1984 (1^{ère} édition 1962), p.615. Les futures mentions de pages citées renvoient toutes à cette édition.

² Cf. *Res Militaris*, vol.11, n°1, Hiver-Printemps 2021.

³ Il fera de même dans ses chroniques au *Figaro*. Voir par exemple Raymond Aron, *Les Articles du Figaro*, tome II, 5 octobre 1956, "Ligne Maginot de l'ère atomique ?", pp.244-246. L'article se conclut sur une condamnation sans détour : "Il y a bien des moyens de tourner la ligne atomique".

⁴ Fonds Raymond Aron, boîtes 90, 91 et 92.

⁵ Raymond Aron, *On War: Atomic Weapons and Global Diplomacy*, London, Secker & Warburg, 1958.

⁶ Christian Malis, *Raymond Aron et le débat stratégique français*, Paris, Economica, 2005.

le “débat stratégique américain” ? Comment lire *Paix et Guerre* à la lumière de l’insertion de son auteur dans les cercles politiques américains ? Voici les questions auxquelles cette présentation tâchera de répondre – tout d’abord en examinant les débuts de l’insertion d’Aron dans la vie universitaire et politique américaine. À la suite sera abordée la période de rédaction proprement dite de l’ouvrage, qui coïncide avec le séjour d’Aron à Harvard, de septembre à décembre 1960.⁷ On s’intéressera enfin au volume lui-même et sa structure en vue de répondre à une question que l’ambition théorique portée par Aron a contribué à faire disparaître au fil des années : en quoi *Paix et Guerre* est-il un ouvrage à lire pour éclairer les débats de son temps, alors que les États-Unis étaient sur le point de procéder à la plus importante réforme stratégique de la Guerre froide ?

L’approche, fondée sur un travail d’archives mêlant trois fonds différents (Fonds Raymond Aron de la BNF, archives personnelles d’Henry Kissinger, collections de la John Fitzgerald Kennedy Library), se veut novatrice. L’espoir est de proposer une lecture renouvelée de *Paix et guerre*, qui incite à lire l’ouvrage non seulement comme une somme de science politique et stratégique, mais encore comme le témoin des vastes débats qui permirent aux États-Unis de parfaire leur posture stratégique et de faire face aux immenses défis posés par l’Union Soviétique dans l’après-Spoutnik.

Premiers pas dans le “complexe bureaucratique-universitaire”

L’essai “De la guerre”, paru dans sa version française originale comme composante d’un recueil de trois essais intitulé *Espoir et peur du siècle*, passe relativement inaperçu en France, où il demeure jusqu’à aujourd’hui peu connu. Sa postérité inattendue, on l’a dit, est le fruit de sa traduction, publiée à Londres en 1958, chez Secker & Warburg. Cette maison d’édition londonienne avait déjà traduit *L’Opium des intellectuels* l’année précédente, avec un réel succès, ce qui installe définitivement Aron dans le paysage intellectuel anglo-saxon. C’est le cas en Angleterre où la traduction est remarquée et saluée dans les milieux intéressés par le fait militaire et tentant de déchiffrer les rapides transformations liées à la diffusion accélérée des technologies nucléaires. En témoigne la recension de Michael Howard, célèbre historien de la guerre, dans *International Affairs*, qui affirme que “*comme vade-mecum pour le commentateur politique et militaire, il est difficilement surpassable. Les problèmes de l’atomisme, du dualisme et de la pluralité, de la guérilla et de la révolution nationale, de la dissuasion et du désengagement, tout cela a fait l’objet d’une synthèse serrée qui souligne l’interdépendance des questions auxquelles nous sommes confrontés aujourd’hui*”.⁸ La théorie de l’articulation entre les trois types de guerre (nucléaire, conventionnelle, insurrectionnelle) fait son chemin et trouve une oreille attentive parmi les *strategists* mis au défi par l’Union Soviétique.

⁷ Fonds Raymond Aron, BNF, NAF 28060, en particulier la boîte numéro 237, qui contient les passeports et les visas d’entrée et de sortie de Raymond Aron.

⁸ Michael Howard, “Review of *On War: Atomic Weapons and Global Diplomacy*. By Raymond Aron”, *International Affairs*, 1958, vol.35, n°2, p.200 : “As a vade mecum for the political and the military commentator it can hardly be surpassed. The problems of atomic dualism and plurality, of guerilla war and national revolution, of deterrence and disengagement, all are worked into a tight synthesis which reflects the interdependence of the questions confronting us today”.

C'est le cas surtout outre-Atlantique, où œuvrent alors nombre d'universitaires européens émigrés, arrivés avant, pendant ou après la guerre, et davantage sensibilisés que ne le sont les universitaires américains aujourd'hui aux débats intellectuels du Vieux Continent, et où il s'est déjà fait connaître depuis la traduction en 1954 de ses *Guerres en chaîne*.⁹ On ne sait si l'idée de ne faire paraître qu'un seul des trois essais que comptait *Espoir et peur du siècle* revient à l'auteur ou à son éditeur, l'indication d'Aron dans la courte préface à l'édition américaine étant trop allusive pour le savoir. Toujours est-il que l'essai est publié en *stand-alone*, comme on dirait aujourd'hui, sans aucune référence à ses acolytes initiaux, qu'Aron considérerait sans doute destinés uniquement un public français.

Alors que la pensée d'Aron évolue rapidement, au rythme des nombreuses innovations qui marquent le domaine nucléaire, l'édition anglaise de "De la guerre" est intéressante à plus d'un titre. Premièrement, elle indique qu'Aron assume un peu plus ses idées stratégiques lancées dans un recueil rédigé dans les semaines qui ont suivi le dénouement de la crise de Suez, soit à la fin de l'année 1956 et au début de 1957, et dont le titre n'évoque pas même le thème de la stratégie, de la diplomatie ou du nucléaire. Surtout, cette version anglaise comporte une postface de dix-huit pages, qui prolonge la réflexion initiée en français. Rédigé au début de l'année 1958,¹⁰ cet ajout est postérieur de quelques mois au choc que représente le lancement par l'URSS du premier satellite artificiel (*Sputnik*, 4 octobre 1957), laissant attendre une capacité soviétique de frapper le territoire des États-Unis – là où jusqu'alors ils se croyaient à l'abri de tout chantage nucléaire direct de ce type dans les négociations internationales.

Ainsi, contrairement à l'accueil qui lui a été réservé en France, l'essai traduit bénéficie d'une attention particulière aux États-Unis, préparée par une série de conférences où Aron vient présenter ses travaux à l'automne 1957 devant des parterres de membres des centres de recherche en science politique de l'*Ivy League* alors en pleine crise de désarroi consécutive au lancement de *Sputnik*. L'une d'elles se tient au *Russian Research Center* de Harvard, devant deux personnages centraux du renseignement américain, William R. Langer et Richard Pipes, tous deux historiens spécialistes du monde russe.

Aron se rend donc au cœur de ce qu'on s'autorisera à appeler le "complexe bureaucratique-universitaire" de renseignement et d'analyse stratégique, peuplé d'habitues des "*revolving doors*" synonymes d'allers et retours entre cercles universitaires et haute fonction publique discrétionnaire (et en particulier celle de l'*establishment* sécuritaire de Washington). Ses ouvrages y sont lus et discutés, et son influence y perdurera.¹¹ L'on comprend par-là que l'analyse à perspectives multiples qu'il propose selon la méthodologie de la sociologie historique trouve son point d'aboutissement dans ce travail d'élaboration partagée de la politique de défense et de sécurité de la principale puissance du monde libre.

⁹ Ouvrage publié sous le titre *The Century of Total War*, à Londres chez l'éditeur Derek Verschoyle.

¹⁰ Selon l'indication donnée p.124 in *On War*.

¹¹ C'est ce que suggère par exemple l'utilisation que fera plus tard Richard Pipes, dans son œuvre majeure sur la révolution bolchévique, de la thèse aronienne de l'idéologie comme "ressort" des régimes totalitaires : *Histoire de la Russie des Tsars*, Paris, Perrin, 2013 [1974], et *La Révolution russe*, Paris, PUF, 1993 [1990].

La postface à *On War*, chaînon manquant de la pensée aronienne ?

Dans ses chroniques et ses essais, Aron avait souligné à de multiples reprises que le territoire américain pourrait un jour se retrouver à la merci des armes soviétiques. À présent que cet état de fait est instauré, il est devenu nécessaire de se pencher sur la nouvelle configuration des forces, ce qui, nous dit-il, sera l'objet de cette postface, écrite alors que le premier satellite artificiel russe vient de démontrer les capacités de Moscou dans le domaine balistique : *“J’avais brièvement discuté de l’équilibre général de la terreur”, durant la phase de supériorité temporaire d’un des camps. Maintenant que cette situation est définie par le lancement de satellites artificiels russes et américains, il vaut la peine de procéder à l’analyse du problème en plus grand détail*”.¹² Les deux camps possédant à la fois l’arme atomique et la capacité de la délivrer sur le territoire de leur adversaire, il est nécessaire de poser la nouvelle équation stratégique à résoudre en prenant en compte l’ensemble des paramètres.

Aron commence donc par poser le problème dans sa plus grande généralité : *“dans quelles circonstances serait-il possible pour un camp de lancer une guerre thermo-nucléaire ?”*. Rappelons que, selon l’analyse proposée dans le reste de l’essai, une telle guerre revient à un *“suicide mutuel”*, sauf quelques cas particuliers qui permettraient à l’un des camps de frapper en étant certain que l’adversaire ne puisse répliquer, ce qu’Aron nomme ici *“immunité supposée” (assumption of immunity)*.¹³ Celle-ci laisserait espérer à l’un des décideurs *“la destruction, par une attaque-surprise, de tous ou presque tous les moyens de représailles de l’ennemi”*,¹⁴ ce qui est rendu de moins en moins possible par le développement technologique, tient-il à nous rassurer. Cependant, cette quasi-impossibilité ne saurait être une assurance infaillible et quelques cas de figure demeurent alors que la parité balistique a été instaurée brutalement par le lancement de Spoutnik.

Pour Aron, l’exploit technologique soviétique signifie une confirmation de ses hypothèses. Aujourd’hui davantage qu’hier, il devient inutile et donc peu probable de se contenter de dévaster les villes ennemies, car *“cette dévastation n’aurait aucune valeur si elle laissait intacte la capacité de représailles du pays victime”*. Par conséquent, *“[c]’est la capacité de représailles qui, dans n’importe quelle stratégie, doit constituer la cible de l’agresseur”*.¹⁵ Or, avec l’ajout des missiles intercontinentaux et des sous-marins pouvant les lancer, il devient de moins en moins probable de pouvoir éliminer tous les vecteurs de la bombe. *“La multiplication et la dispersion des instruments de représailles réduisent les chances et donc la probabilité d’une attaque-surprise”*. Les prédictions des *“prophètes de l’apocalypse”*¹⁶ doivent donc être écartées, puisque l’acquisition d’un moyen de frapper le territoire américain n’a fait que renforcer l’équilibre général de la terreur.

¹² Aron, *On War: Atomic Weapons and Global Diplomacy*, p.109. Cette citation est une traduction par mes soins de la Postface, faute d’avoir pu retrouver le texte original dans les papiers de Raymond Aron, si tant est qu’une version française ait précédé une traduction anglaise.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ *Ibid.*, p.110.

¹⁶ *Ibid.*

À ces pessimistes augures, Aron oppose un raisonnement emprunté à George Kennan : “quelle importance cela a-t-il qu’ils puissent nous tuer trois fois, plutôt que deux fois ?”.¹⁷ Dans une guerre “où la mobilisation des hommes et des ressources économiques est impossible”,¹⁸ cela n’importe pas vraiment et l’équilibre n’en est pas modifié. Cependant, si l’un des camps se sent beaucoup plus fort que l’autre, Aron concède que “l’équilibre de l’anxiété” peut être affecté par la moindre modification du rapport de force général. Il souligne en cela l’importance des “forces morales” ou des “perceptions”, si l’on choisit de s’exprimer à la façon de Clausewitz ou des constructivistes, et donc de l’impossibilité d’atteindre à un équilibre par le seul poids des arsenaux. La puissance est relative, c’est-à-dire “intersubjective”.¹⁹

Qu’y a-t-il derrière cette notion d’“équilibre de l’anxiété” qu’Aron avance sans définition ? “Le camp qui détient, ou prétend détenir, un avantage, aussi relatif soit-il, cherche à paralyser son rival en le menaçant d’étendre les conflits mineurs”. Par conséquent, à présent que cet avantage (balistique) se trouve pour quelques moments du côté soviétique, “la notion de brinkmanship a changé de camp”.²⁰ Il ne s’agit pas ici d’intention d’étendre les conflits, précise-t-il, mais du fait que “le Kremlin possède un moyen additionnel d’imposer la limitation des conflits – et ceci favorise le parti qui est localement supérieur”.²¹

Alors que la CIA a utilisé l’arme du coup d’État à plusieurs reprises depuis sa création en 1947, notamment au Guatemala et en Iran,²² cette méthode devient à présent beaucoup plus difficile à mettre en place. En effet, le parti au pouvoir, se sentant menacé, peut à présent demander un soutien de l’Union Soviétique, qui menacera à son tour d’employer l’arme atomique si son protégé est menacé. Sans le savoir, Aron est en train de décrire le mécanisme qui mènera à la crise majeure des années 60 entre Washington, La Havane et Moscou, avant même la prise de pouvoir de Fidel Castro, le 1^{er} janvier 1959. Mais son analyse ne s’arrête pas à cet aspect général et décrit les ressorts de la crise d’octobre 1962 avec une précision étonnante.

Qui plus est, la possibilité d’être aidé par l’allié communiste accroît la désirabilité de la révolution chez les opposants aux régimes existants, et celle d’une réorientation vers l’économie dirigée pour les dirigeants déjà en place. “Dans toute situation bipolaire, les pays situés en dehors de la zone de confrontation directe déterminent en partie leur attitude selon leur calcul du probable développement du conflit pour le pouvoir. Leurs choix sont influencés aussi bien par le désir de vaincre que par les préférences morales et politiques. La supériorité militaire, qu’elle soit accidentelle, temporaire ou partielle,

¹⁷ On War, p.110.

¹⁸ Ibid.

¹⁹ Voir Jean-Vincent Holeindre, “Introduction : Raymond Aron, un classique de la pensée internationale ?”, *Études Internationales*, vol.43, n°3, septembre 2012, p.321-338.

²⁰ Aron, *On War*, p.111.

²¹ Ibid.

²² Voir : François David, *La naissance de la CIA*, Paris, Nouveaux Mondes Édition, 2016.

renforce l'un des facteurs permanents du pouvoir, à savoir le prestige".²³ De la sorte, le renforcement des révolutions procommunistes ou le réalignement de régimes neutres sur Moscou devient la principale menace après l'instauration de l'équilibre de la terreur – pas la guerre nucléaire totale.

Une pensée précoce de la prolifération

Si les conflits mineurs n'ont que très peu de chances de déboucher sur une frappe nucléaire, la parité influe toutefois d'une autre manière sur les calculs stratégiques, en rendant moins crédible un affrontement nucléaire dans une zone de conflit centrale, comme l'Europe. Le défi devient à présent de "*convaincre les dirigeants russes que la menace d'un holocauste nucléaire est sérieuse*".²⁴ Pour les alliés, la perspective est dorénavant inversée, notamment pour les Européens, qui "*affectaient de penser que les Américains seraient trop prompts à appuyer sur la gâchette*", alors qu'aujourd'hui, ils doutent que leurs protecteurs prennent le risque de déclencher une guerre ayant pour seul enjeu le Vieux Continent.²⁵ Les troupes américaines assuraient hier la décision d'entrée en guerre en cas de menace concrète. Mais jouent-elles toujours ce rôle après Spoutnik ? Et en cas d'affrontement, existe-t-il une chance pour les Européens d'être touchés par des frappes nucléaires ? "*Puisque les États-Unis sont le seul ennemi sérieux, pourquoi l'Union soviétique devrait-elle attaquer l'Europe si celle-ci, dépourvue d'armes atomiques, ne constitue pas une menace ?*".²⁶ À cela, il est difficile de répondre, d'autant que la prolifération est désormais inévitable. "*Il serait clairement paradoxal pour le système [bipolaire, NdT] d'être abandonné à présent que, pour la première fois, il est censé rétablir la parité plutôt que maintenir une supériorité*".²⁷ De ce fait, d'autres pays chercheront inévitablement à s'insérer dans le système des grandes puissances, ce qu'Aron nomme le "*club des puissances atomiques*" : "*la capacité à fabriquer des bombes atomiques croîtra automatiquement avec les progrès de l'industrie atomique*",²⁸ que personne ne songe à restreindre aux seules puissances d'ores et déjà atomiques.

Dans ces circonstances, les Européens peuvent-ils se reposer sur l'assurance que l'équilibre général des forces les maintiendra à l'abri de toute frappe ? Ce n'est pas le chemin que semble emprunter le continent au début de l'année 1958. Il semble acquis que la France aura cette capacité dans quelques années, avant qu'éventuellement l'Allemagne ne la rejoigne un peu plus tard. Plus étonnant, Aron place, comme il est commun de le penser à l'époque, la Suisse et la Suède parmi les premières nations à mener un programme nucléaire à son terme. La multiplicité des programmes s'explique précisément par la peur d'être entraîné dans un conflit contre son gré. Ces deux pays neutres font partie des pays les plus proches d'acquérir l'arme atomique, tandis que l'Allemagne disposerait d'un atout supplémentaire pour ne pas être le théâtre d'opérations de la prochaine guerre mondiale.

²³ *On War, op.cit.*, p.111.

²⁴ *Ibid.*, p.112.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Ibid.*, p.113.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Ibid.*, p.114.

Quant à la France,²⁹ par-delà l'arme de prestige que représente l'acquisition de ce système d'armes, l'atome constitue une chance de pouvoir rester en dehors d'un conflit, grâce à une force de frappe indépendante qui pourrait être utile en cas de guerre générale pour ne pas servir d'otage ou de première cible à l'Union Soviétique.

Selon le raisonnement d'Aron, la sécurité des Européens reste donc, en dernier ressort, assurée par l'arsenal américain. Si hier c'était la "*certitude d'être frappés*" qui retenait les Soviétiques d'envahir Berlin ou le reste de l'Europe, c'est aujourd'hui "*l'imprévisibilité de la réaction américaine qui remplit la même fonction*".³⁰ Tant que le plus petit doute subsiste sur la possibilité du déclenchement de l'apocalypse, les dirigeants du Kremlin s'abstiendront de prendre trop de risques en Europe. Aron en tire un principe fort de la conduite diplomatique à l'âge nucléaire : "*Plus horrible devient la guerre totale, moins la menace de la déclencher est prise au sérieux*". C'est sur ce principe d'imprévisibilité que repose la crédibilité de la menace nucléaire et, par conséquent, la sécurité d'une Europe pourtant située à la lisière du bloc de l'Est. "*C'est pour cette raison que les Européens demandent et que les Américains acceptent que des armes atomiques soient déployées en Europe*".³¹ Puisque le désarmement est impossible, la distribution des armes nucléaires sur le continent européen et chez les alliés de l'OTAN semble être la solution la plus probable pour assurer la paix sur un continent divisé.³²

Le constat que cette configuration particulière, supposant une Europe divisée pour une durée indéfinie dans un monde où une pluralité de puissances atomiques se font face, ne signifie pas qu'elle soit optimale ou exempte de risques d'escalade. Il s'agit simplement de la plus vraisemblable, car elle est la plus sûre pour les acteurs, pris individuellement. "*Je ne nie pas les dangers qui surgiraient d'une telle distribution des armements atomiques. Mais quelle autre perspective y a-t-il une fois le désarmement écarté ?*".³³ La solution de Kennan,³⁴ un abandon de tous les programmes atomiques en cours et la reconnaissance de la possession de ces armes aux trois seules puissances les possédant déjà

²⁹ Bien que le général de Gaulle n'ait pas encore prononcé son discours célèbre de novembre 1959, auquel Aron s'opposera de manière véhémente, c'est déjà la conception développée par le général Ailleret (dans un texte comme "L'arme atomique, *ultima ratio* des peuples", publié dans la *Revue Défense Nationale* en décembre 1954) qui s'apprête à prendre la direction du programme nucléaire français. Voir à ce propos : François Géré, "Charles Ailleret, stratège français. La pensée stratégique française contemporaine", publié le 14 février 2016 sur le site Diploweb : diploweb.com/Charles-Ailleret.html#nh8.

³⁰ Aron, *On War*, op. cit., p.115.

³¹ *Ibid.*

³² Sur l'évolution ultérieure du raisonnement d'Aron sur la prolifération, voir : Christian Malis, "Raymond Aron and the Transatlantic Crisis, 1945-1966", *Nação & Defesa*, n°111, 2005, p.81-91.

³³ *Ibid.*, p.116.

³⁴ D'octobre à décembre 1957, Kennan donna une série de six conférences, dans l'émission "The Reith Lectures" sur la BBC, ayant pour titre *Russia, the Atom and the West*, dans lesquelles il prenait fait et cause contre l'incorporation des "*pseudo-armes nucléaires tactiques*" et l'acquisition d'armes nucléaires par "*nos alliés continentaux*". Dans la troisième de ces conférences, il appelait à un retrait des vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale d'Europe, ce qui aurait eu pour conséquence d'avantager les Soviétiques, dont le territoire se prolongeait désormais jusqu'à l'Europe centrale après les annexions de 1945. Les troupes américaines auraient, quant à elles, à traverser un océan pour porter secours à leurs alliés, ce qui rendait aux yeux d'Aron la proposition peu crédible. Les *Reith Lectures* de George Kennan sont accessibles sur le site de la BBC : <https://www.bbc.co.uk/programmes/p00hg1np>.

(États-Unis, Union Soviétique et Grande-Bretagne), couplée à un repli américain et soviétique laissant l'Europe inoccupée implique tellement d'inconvénients pour tellement d'acteurs qu'elle semble improbable. Non seulement la conduite passée de l'Union Soviétique en Hongrie et à Berlin ne laisse rien présager d'une coopération future, mais il est très peu probable que Moscou accepte de ne rien faire si les régimes communistes privés de la présence de leur allié faisaient face à une (contre-)révolution.

Il est en effet impensable pour Aron que la Russie soviétique, dont la raison d'être affichée est la propagation de la révolution socialiste dans le monde entier, accepte les bras croisés de voir renversés, en raison d'un accord avec la puissance américaine, les régimes qu'elle a mis en place après 1945. D'autant que la nouvelle parité balistique rendrait improbable une réaction américaine. Washington n'ayant pas menacé d'intervenir lors du Coup de Prague, de l'insurrection de Budapest ou du soulèvement de Poznan, alors que son territoire était à l'abri d'une réplique atomique, il est encore moins probable qu'elle y consente après Spoutnik. "*Qui peut dire ce qui se passerait et ce que serait le résultat d'une ré-intervention russe ?*".³⁵ Comme dans le cas de la dissuasion américaine protégeant l'Europe, l'incertitude sur la réaction future pèse sur la décision présente et interdit de modifier l'ordre international de manière trop brusque. Le *statu quo* restera donc pour un temps la solution la plus probable.

Vers une théorie applicative de l'interaction des unités politiques à l'âge atomique

Cette démonstration permet à Aron de dégager deux principes de la diplomatie à l'âge nucléaire, qui seront décisifs pour la rédaction de *Paix et guerre*. Le premier tient à la situation d'un État placé sous la protection d'un autre. Pour Aron, il n'est pas crédible que la protection nucléaire s'applique à un territoire que l'on aurait délaissé, ou que l'on n'occupe pas encore. "*Un territoire vide de présence militaire cesse d'être protégé par la menace distante de suicide mutuel*".³⁶ Le second principe, formulé de manière moins axiomatique, se réfère à la problématique clausewitzienne fondamentale : toute guerre a pour fin la politique, et la guerre nucléaire ne déroge pas à cette règle. "*À l'âge nucléaire tout comme dans les époques précédentes, les conditions d'un accord de paix en Europe semblent, à mes yeux, être davantage politiques que techniques*".³⁷ Avancé pour répondre aux commentateurs pensant que la paix découlera d'un simple accord de limitation des armements nucléaires ou bien d'un renoncement complet à ceux-ci, ce principe a pour but de démontrer que ce n'est pas l'arme atomique qui a créé la situation européenne, bien qu'elle l'ait solidifiée. La première bombe atomique n'a d'ailleurs explosé que plusieurs mois après la décantation de la situation en Europe. Un accord nucléaire ne saurait impliquer un accord sur la réunification allemande ou les régimes d'Europe de l'Est, s'il n'est précédé par un accord politique et diplomatique général.

³⁵ *On War*, p.117.

³⁶ *Ibid.*, p.119.

³⁷ *Ibid.*

Ces deux principes combinés permettent de définir la question fondamentale de l'action des États sur la scène internationale après Hiroshima, question dont la formulation est attribuée par Aron à Henry Kissinger : *“Quelle combinaison de moyens politiques et militaires empêchera la guerre totale et permettra la conduite d'une diplomatie efficace à l'âge nucléaire ?”*.³⁸

La référence à Kissinger n'est pas innocente. Le futur conseiller à la sécurité nationale de Richard Nixon a été un élève d'Aron à Paris et les deux universitaires poursuivent une collaboration rapprochée depuis 1952.³⁹ En citant Kissinger, Aron sait qu'il glisse sous la plume d'un écrivain déjà prestigieux des thèses qu'il a grandement aidé à élaborer, voire qu'il considère comme pleinement siennes. Pour Aron, comme pour Kissinger, la stratégie nucléaire ne doit pas être pensée séparément de la stratégie conventionnelle. C'est un point essentiel à garder en tête en vue de la préparation de la prochaine doctrine stratégique des États-Unis et de l'Alliance atlantique.

Aron se félicitait du succès de ses idées outre-Atlantique, au travers de la brillante carrière de Kissinger, comme il le confiera quelques années plus tard à James King, chercheur à l'*Institute for Defense Studies*. King écrit à Aron en 1967⁴⁰ qu'il a trouvé des parallèles très étroits entre son article de 1956 dans *Preuve* et le livre de Kissinger de 1957, *The Evolution of Nuclear Strategy*. Souhaitant savoir s'il s'agit de coïncidences ou si Kissinger a en quelque sorte plagié Aron dans ses premières études, King lui demande de décrire sa relation avec son disciple avant que celui-ci ne connaisse la gloire :

Je ne sais pas si vous y avez pensé récemment, mais vous apprécierez peut-être qu'on vous rappelle que dans cet article, vous prévoyiez ce que je dois considérer comme les quatre grandes lignes de la pensée stratégique américaine au cours des dix années suivantes, dont trois n'ont émergé clairement (du moins dans une publication ouverte) que bien plus tard. Il s'agissait non seulement de la limitation de la guerre elle-même, qui était bien sûr déjà discutée par Brodie, Kaufmann et d'autres, mais aussi de l'“option nucléaire” dans les guerres limitées, de la limitation de la guerre générale par absence de stratégie anti-ville, et de l'intérêt porté aux guerres de guérilla en tant que “guerre limitée” de l'ère nucléaire [...] Pouvez-vous éventuellement me rappeler si vous avez tiré ces idées de vos conversations avec divers stratèges américains ou de la lecture de leurs ouvrages, et si oui, qui étaient-ils, ou s'il s'agissait de vos propres conjectures ?⁴¹

³⁸ *On War*, p.120.

³⁹ Voir, par exemple, sa correspondance avec McGeorge Bundy : Henry A. Kissinger Papers, Part II, Series I, Early Career and Harvard University, Box 10, Folder 17.

⁴⁰ Lettre de James E. King en date du 2 février 1967 et réponse d'Aron le 8 février, Fonds Raymond de la BNF, NAF 28060, boîte 125, dossier “Confluence”.

⁴¹ “I do not know if you have thought of it recently but if you might appreciate being reminded that in that article you foresaw what I should consider the four main lines of American strategic thinking during the next ten years, three of which did not emerged clearly (at least in open publication) until much later. These were not only the limitation of war itself, which of course was already being discussed by Brodie, Kaufmann and others, but also the “nuclear option” in limited wars, the “no-cities” limitation of general war, and the concern with guerilla wars as the “limited war” of nuclear era [...] Can you possibly recall for me whether you derived these ideas from your conversation with various American strategists or from reading their works, and if so who they were, or whether they were your own conjectures?”.

Aron répond à demi-mot en affirmant : “*Bien entendu, Kissinger, qui publiait la revue Confluence, a lu, à l’époque, ces textes*”, mais il n’ira jamais jusqu’à accuser publiquement son ancien élève d’appropriation indélicate. Peut-être se contenta-t-il de voir ses idées triompher sous l’action d’un autre, alors que Kissinger manifesta toujours la plus extrême gratitude envers son “maître”, comme il affectait de l’appeler en public.⁴²

C’est donc dans ces débats précédant immédiatement la mise en place de la doctrine de riposte graduée, qu’il vaudrait mieux appeler “doctrine intégrée des guerres nucléaires-conventionnelles-insurrectionnelles”, qu’on doit lire *Paix et guerre*. À l’inverse de ce qui a été fait depuis 1945, à savoir un désarmement unilatéral, suivi d’un réarmement nucléaire massif sous Eisenhower, la doctrine venant remplacer celle dite de “représailles massives” avait pour mission d’interconnecter politique de défense nucléaire et stratégie conventionnelle et non plus simplement les opposer, ce que les articles et essais d’Aron permettaient de comprendre et de théoriser. Il s’agissait, pour le stratégeste français comme pour ses homologues américains, d’embrasser toutes les dimensions de la puissance et d’articuler les forces nucléaires et non-nucléaires, afin de positionner ces dernières sur les points de friction où la dissuasion pèse le moins et n’est pas suffisamment crédible (le blocus de Berlin, l’insurrection de Budapest, mais aussi l’agression nord-coréenne, avaient montré que la bombe atomique ne pouvait être utilisée pour régler tous les contentieux).

De la sorte, l’Amérique et ses alliés disposeraient d’une méthode pour positionner leurs troupes précisément sur les points où l’enjeu politique rend l’emploi de bombes nucléaires improbables, comme au Moyen-Orient ou en Asie orientale. La dimension globale de la lutte contre la menace communiste rend impossible de placer des forces en masse partout où Moscou pourrait lancer une attaque. En opposant des troupes conventionnelles là où la dissuasion n’a pas cours, l’Occident peut concentrer ses forces aux endroits les plus utiles, *mais également* dégarnir les endroits couverts par la menace de représailles, allégeant d’autant l’effort de défense. Aron note cependant que ce constat vaut tout aussi bien pour l’Union Soviétique (et bientôt pour la Chine), qui doivent disposer de forces permettant de faire face à un conflit traditionnel, ou à une guerre insurrectionnelle, tout en faisant planer leur propre capacité de dissuasion sur leurs voisins. Leur stratégie conventionnelle est donc elle aussi influencée par la présence d’armes nucléaires dans leurs arsenaux. Dans la diplomatie nucléaire, les principaux objectifs militaires n’ont ni murs ni garnisons. Ceux-ci sont plutôt le signe d’une moindre importance stratégique et de l’impossibilité de les placer derrière le paravent nucléaire.

⁴² Dans une lettre du 9 novembre 1964, à l’occasion de sa recension du *Grand Débat*, il lui assurait à nouveau : “*Cher Raymond, Je vous écris simplement pour vous dire que je vais faire la critique de votre livre Le Grand Débat pour le New York Herald Tribune. Cela sera pour moi un privilège de pouvoir exprimer mon véritable enthousiasme pour la contribution que vous avez apporté à notre réflexion à tous. Lorsque ma critique sera terminée, je vous en enverrai un exemplaire*”. Rédaction originale : “*Dear Raymond: This is just a note to tell you that I am reviewing your book The Great Debate for the New York Herald Tribune. It will be a privilege to be able to express my real enthusiasm for the contribution you have been making to the thinking of all of us. When my review is finished, I will send you a copy*”. Cf. Henry A. Kissinger Personal Papers, Part II, Series I : Early Career and Harvard University. Box 3, Folder 4 : Aron, Raymond – <http://yulfi-prd1.library.yale.internal/catalog/digcoll:557539>, Manuscripts & Archives, Yale University Library.

Le débat contemporain n'était donc en aucun cas être réduit à un débat entre "tout nucléaire" et "tout conventionnel", mais devait être réorienté vers la continuité et les ruptures entre ces deux types de réactions face aux agressions extérieures. Le point de discussion le plus central devenait ainsi la *qualification* d'une menace : est-elle au-dessus ou en deçà du tolérable et de quoi peut-on menacer l'ennemi s'il la met à exécution ? En d'autres termes : "*peut-on faire croire de manière crédible à Moscou que nous allons utiliser l'arme atomique si ce point est attaqué et attaquerons-nous vraiment si cela est le cas ?*". C'est cette transmutation de la réflexion stratégique que portait l'œuvre d'Aron et qui intéressa les stratèges d'Harvard. À cette nouvelle espèce de pratique de la stratégie, devait correspondre une nouvelle manière de la penser et de l'étudier scientifiquement. C'est ce que devait fournir *Paix et guerre*, au travers d'un projet global d'étude des interactions entre États à l'âge de la mondialisation stratégique et du fait nucléaire. Les intuitions de "De la guerre" allaient s'y systématiser sous la forme d'un véritable traité de relations internationales.

Le nouveau débat stratégique : l'usage nucléaire 'limité' peut-il éviter l'escalade ?

Sans faire reposer la dissuasion sur la seule menace nucléaire, Washington et les États de sa coalition doivent à présent assurer leur sécurité en plaçant des troupes dans les points 'chauds', comme Berlin ou Taiwan. Les troupes doivent y être en nombre suffisant pour organiser une première riposte (ce qu'avait négligé de faire l'administration Truman) et accompagnées de menaces claires d'usage de la force atomique. C'est la combinaison qui a réussi lors du blocus de Berlin en 1948 et lors de la première crise du détroit de Formose en 1955. Mais, étant donné qu'il sera toujours impossible de faire face à la supériorité numérique soviétique ou chinoise, ces points ne doivent pas non plus être exagérément garnis. En effet, si tel était le cas, il deviendrait impossible de concentrer des troupes en nombre suffisant sur d'autres points où un effort particulier peut être subitement exigé, comme la Corée en 1950. Il n'est pas encore question d'une intervention massive américaine au Vietnam, mais bien entendu la même logique y prévaudra : guerre conventionnelle intense, mais sans risque d'escalade vers un conflit mondial, qui n'engagea jamais l'ensemble des forces américaines, afin qu'elles puissent par ailleurs assurer la défense de l'Europe, du Japon et, bien sûr, du territoire américain lui-même.

Si Aron attribue à Kissinger la mise au point de la question fondamentale de la diplomatie à l'âge nucléaire, il n'est pas sans critiques envers la manière dont celui-ci a utilisé le principe mis au point conjointement par les deux hommes. Aron commence par rappeler les liens théoriques qui les unissent ("*lui aussi déplore le fait que l'Occident, en réduisant ses forces conventionnelles, se condamne petit à petit à un choix entre la capitulation et la catastrophe*"⁴³), mais avoue tirer des conclusions "*diamétralement opposées*" sur la conduite à tenir pour Washington. Là encore, le point de désaccord se situe sur le rôle à donner au nucléaire tactique : [Kissinger] "*suggère comme solution*

⁴³ Aron, *On War*, p.120.

intermédiaire entre la paix et la guerre totale en Europe une guerre atomique limitée, menée avec des charges atomiques, mais sans bombes à hydrogène".⁴⁴ Ceci permettrait une part de manœuvre de forces terrestres et navales, mais sans chercher à établir une supériorité aérienne ou détruire les centres de population et industriels de l'ennemi. Si ces conditions sont réunies, les dommages causés par cet échange nucléaire limité seraient supportables. Le but de la guerre serait alors de rendre l'occupation d'un territoire donné par l'ennemi impossible, en interdisant les concentrations de troupes.

Pour plusieurs raisons, l'improbabilité d'une telle configuration est totale pour Aron. Tout d'abord, aucun gain n'est à attendre de ce genre d'affrontement : "*La disproportion entre le coût de ces hostilités et les résultats qu'elles permettraient d'atteindre serait colossale*".⁴⁵ De plus, cette guerre 'limitée' non seulement manquerait d'être rentable, mais il serait également difficile d'être parfaitement certain de la maintenir dans les limites souhaitées. "*Comment convaincrat-on l'ennemi que l'on épargnerait ses aérodromes, ses sites de lancement, ses villes ? Qui lancerait ces hostilités à moins d'être parfaitement déterminé à aller jusqu'au bout de sa démarche ? Qui arrêterait les combats, et comment, sans qu'aucun des deux camps n'ait remporté une victoire incontestable et que le théâtre de guerre ne soit totalement dévasté ?*".⁴⁶ Fidèle à sa démarche clausewitzienne et cicéronienne, Aron se demande comment empêcher la guerre de monter aux extrêmes et empêcher les responsables d'utiliser toute la puissance qu'ils détiennent. À ces deux questions, la philosophie politique a apporté une même réponse qu'Aron considère définitive : cela est tout simplement impossible. Pas plus que la solution Kennan, la solution Kissinger ne trouve grâce à ses yeux : "*L'idée d'une guerre atomique limitée, au moins en Europe, me semble pour le moins aussi improbable que l'idée de représailles graduées*". Il avoue même "*avoir de la peine à la considérer sérieusement*".⁴⁷ Son opposition à l'usage tactique du nucléaire est alors totale et sans nuance.

Bien entendu, Aron n'exclut pas que des guerres limitées puissent être menées, mais il les situerait plutôt en dehors de l'Europe. Cependant, l'usage de charges nucléaires faibles, contre des objectifs strictement militaires, lui semble là aussi tout à fait improbable, sans que son avis soit aussi tranché que sur la question européenne ("*nous tâtonnons encore dans le monde de la diplomatie nucléaire*".⁴⁸). La possibilité ne peut en être écartée avec autant d'assurance que sur le théâtre européen, d'une part pour dissuader l'ennemi d'être trop entreprenant en laissant planer un doute et, d'autre part, afin de ne pas créer une faiblesse qu'il exploiterait immédiatement. Même si elle n'a finalement pas été employée lors de la Guerre de Corée, la simple menace nucléaire n'a cessé de planer sur le conflit et, selon Aron, a empêché une implication soviétique ou un engagement officiel de la Chine. Là encore, l'incertitude et l'ambiguïté sur les intentions finales sont les maîtres mots de la stratégie nucléaire. La même chose pourrait se reproduire au Moyen-Orient, ce

⁴⁴ *On War*, p.120.

⁴⁵ *Ibid.*, p.121.

⁴⁶ *Ibid.*, p.122.

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ *Ibid.*

qui ne manquerait pas de favoriser les intérêts des alliés de l'Amérique, dotés de meilleurs équipements, en plus grand nombre.

Cependant, Aron ne pense pas que ces guerres dégénèreront en affrontement nucléaire tactique, sauf si l'un des alliés-clefs d'un des Grands voyait son existence même mise en péril.⁴⁹ Pour l'heure, une telle escalade demeure improbable, "*l'usage d'armes atomiques augmentant le risque d'une guerre totale*". Sans le savoir, Aron discute la question fondamentale du "seuil de déclenchement" d'une guerre nucléaire à outrance. Élaborée l'année suivante par Herman Kahn, cette notion a depuis lors fait florès et s'est imposée dans toutes les réflexions sur les conditions du démarrage d'un conflit impliquant les arsenaux nucléaires. Que les raisons soient structurelles ou contingentes (ce qu'on ne peut discuter ici), bornons-nous à remarquer que, malgré l'incorporation d'ogives nucléaires dans les arsenaux de nombreuses armées, aucun conflit n'a réuni les conditions imaginées par Kissinger et rejetées par Aron. Si tant est qu'elles existent, elles sont *a minima* si particulières qu'elles n'ont provoqué aucun "*affrontement nucléaire limité*", alors qu'il est techniquement et théoriquement possible depuis plus de soixante ans. "*Une stratégie de guerre atomique limitée [...] présuppose une égalité des peurs et une égalité des courages entre les deux camps. Même avant les Spoutniks, une telle égalité n'a jamais existé*".⁵⁰ Un constat que nous pouvons continuer à appliquer aujourd'hui encore et qui rend tout affrontement de cette nature improbable, sans catégoriquement l'exclure.

'Ray' à Harvard : Aron à l'apogée de son influence ?

Après son essai de sociologie de la classe intellectuelle et son "opium" marxiste, dont la teinte anti-communiste fut davantage appréciée dans le Nouveau Monde, Aron commence à être connu des intellectuels américains. Ses idées stratégiques, développées comme on l'a vu dès la guerre de Corée, se frayent ainsi un chemin au cœur du complexe bureaucratique-universitaire mêlant Washington et les campus universitaires. Bénéficiant d'une proximité inconnue en France avec les décideurs politiques, dans la grande tradition du *brain trust* institué par Roosevelt, le monde académique pèse en effet de manière bien plus décisive sur les décisions politiques prises dans le District Fédéral. Aron, qui parle un excellent anglais et bénéficie de nombreux contacts dans le monde anglo-saxon depuis son séjour de cinq ans à Londres pendant la guerre, s'est peu à peu imposé comme un interlocuteur privilégié des intellectuels américains pour comprendre les transformations politiques de la France. Par exemple, *Immuable et changeante, de la IV^e à la V^e République*, son livre sur la prise de pouvoir de De Gaulle (qui ne manque pas d'inquiéter à Washington), paraît en mai 1959 et est traduit dès février 1960 aux Presses universitaires de Harvard.⁵¹

⁴⁹ Aron n'explicite pas, mais on pense à une percée israélienne sur Damas ou l'Égypte, ou bien à une invasion de tout le territoire israélien par les pays arabes, ou encore la mise en danger du pétrole saoudien en cas de guerre entre pays arabes.

⁵⁰ *On War*, p.124.

⁵¹ Raymond Aron, *France, Steadfast and Changing: The Fourth to the Fifth Republic*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1960.

Cela ne doit rien au hasard. C'est en effet dans cette université qu'Aron a noué ses meilleurs contacts, et en premier lieu avec son influent doyen, McGeorge (dit "Mac") Bundy. Plus jeune universitaire à avoir atteint cette position, à seulement 34 ans, celui-ci multiplie les coups d'éclat à la tête de la plus prestigieuse université américaine, en réformant profondément les conditions d'accès à l'université dans un sens plus méritocratique, ou en recevant, en mai 1959, le nouveau président cubain, Fidel Castro, auprès duquel il s'excuse au nom de ses services pour avoir rejeté sa candidature onze ans plus tôt.⁵² Aron rencontre Bundy pour la première fois lors d'un séjour dans le Massachusetts en décembre 1957. Celui-ci est immédiatement subjugué par son talent oratoire, qui plus est dans une langue pour lui étrangère.⁵³ Il tente immédiatement de le convaincre de venir pour un semestre entier dans son université en lui adressant des lettres rien de moins que dithyrambiques.⁵⁴ Aron revient certes présenter son essai au printemps suivant, en mai-juin 1958 ; il prononce même le prestigieux discours du *Commencement Day*, le 12 juin, sur le thème du retour au pouvoir du général de Gaulle, que beaucoup d'Américains interprètent alors comme un coup d'État. Mais le professeur de la Sorbonne hésite à confirmer sa présence pour quatre mois entiers, se montre d'abord évasif, et fait tarder sa réponse. Il cèdera finalement et acceptera la charge d'un séminaire de recherche lors du semestre d'automne 1960. Il en profitera pour mettre la touche finale au grand traité de relations internationales qu'il a en projet depuis plusieurs années et qui deviendra *Paix et guerre*, grandement influencé par les conditions de sa rédaction définitive.

Le choix de l'année 1960, imposé par les multiples obligations d'Aron à Paris, s'avère particulièrement fécond. Bundy a en effet réuni une équipe d'intellectuels pour conseiller le candidat démocrate à l'élection présidentielle de 1960, John Kennedy. Celui qui n'est alors que sénateur de l'État du Massachusetts et membre du *Foreign Relations Committee*, a fait ses études à Harvard. Il fait partie du *board of overseers* (membres extérieurs du conseil administratif de l'Université) et suit de près l'activité intellectuelle de son *alma mater*. C'est là qu'il fait connaissance de Bundy, qu'il charge de rassembler les meilleurs experts de stratégie et de politique étrangère, afin d'arriver à la Maison-Blanche avec un projet de réforme clés-en-main de la politique de sécurité des États-Unis et de l'Alliance atlantique. La menace de représailles massives a montré ses limites lors de la Guerre de Corée, de l'insurrection de Budapest, voire du blocus de Berlin. Elle doit être réformée, de l'aveu même de ses concepteurs,⁵⁵ et le nouveau président ne peut arriver au pouvoir sans que sa religion soit déjà faite en matière stratégique et nucléaire.

L'élection est remportée par Kennedy le 8 novembre, soit au beau milieu du séjour d'Aron à Harvard. L'équipe réunie par Bundy planche donc avec d'autant plus d'ardeur à préparer la future doctrine et de clore les derniers débats qu'elle est certaine de voir ses

⁵² Graham Allison, "Fidel Castro at Harvard: How History Might Have Changed", *The Boston Globe*, 25 avril 2015 : <https://www.belfercenter.org/publication/fidel-castro-harvard-how-history-might-have-changed>.

⁵³ Voir le Fonds Raymond Aron, boîte numéro 85, lettre de McGeorge Bundy du 3 décembre 1957 et toute la correspondance avec Bundy pour cette époque.

⁵⁴ Lettre de McGeorge Bundy du 3 décembre 1957.

⁵⁵ Cf. François David, *John Foster Dulles, secrétaire d'État, Cold Warrior et père de l'Europe*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2011.

projets appliqués par le futur président. Bundy apprend qu'il intégrera le futur gouvernement dans les jours qui suivent, tandis qu'Aron rentre en France quelques jours avant Noël 1960. Le 31 décembre, Bundy est nommé, non à la tête du Département d'État comme il le pensait, mais en tant que Conseiller à la Sécurité Nationale. Ce poste, dont l'importance est souvent minorée en France en raison de son intitulé ('conseiller' devrait plutôt être lu comme 'président' du Conseil de Sécurité Nationale) est le plus important de l'architecture institutionnelle américaine pour la politique extérieure puisqu'il chapeaute le Département d'État et celui à la Défense.⁵⁶ En plaçant McGeorge Bundy à sa tête, le nouveau président signifie qu'il en fera le forum de décision privilégié de sa politique étrangère.⁵⁷

L'administration Kennedy entre en fonction le 20 janvier 1961. Le professeur de sociologie de la Sorbonne vient de passer plusieurs mois au contact direct des membres-clés du nouveau gouvernement des États-Unis (Bundy, Arthur Schlesinger, Walt Rostow et d'autres). C'est dans ce contexte qu'est rédigé *Paix et guerre*, qu'Aron "[méditait] depuis dix ans",⁵⁸ et qu'il put achever grâce à la quiétude de la Nouvelle-Angleterre et à l'atmosphère intellectuelle propice dont il bénéficia. Dans sa chronique du *Figaro* en date du 6 janvier 1961,⁵⁹ il loue ce nouveau gouvernement. "D'ici un mois, l'intelligentsia, qui avait déserté Washington depuis longtemps, va revenir dans la capitale américaine. Intellectuellement, l'administration Kennedy sera supérieure même à celle de Roosevelt au moment du New Deal".

On sent tout le respect et l'admiration d'Aron dans ce commentaire, loin d'être isolé, portant sur le groupe qui l'a accueilli pendant ce semestre. Fruit des échanges avec des pairs dont il admire le parcours menant des chaires universitaires aux bureaux ministériels, *Paix et guerre* porte en filigrane la marque des débats qui agiterent Harvard et le *Center for International Studies* et de son passage parmi cette intelligentsia de l'*Ivy League* qui accueillit ses idées avec enthousiasme lors du semestre d'automne 1960. Les positions du nouveau gouvernement ne sont en effet pas arrêtées et l'on peut deviner, dans la description qu'en fait Aron dans ses chroniques parues au moment de son *inauguration*, les luttes qui opposeront les "fractions"⁶⁰ du Parti démocrate parvenu au pouvoir : "Ce que presque tous les hommes choisis par le nouveau président ont en commun [...], c'est d'avoir été, au début de leur carrière, de brillants étudiants et, ensuite, de s'être imposés comme administrateurs ou réalisateurs", note-t-il dans sa présentation aux lecteurs français du nouveau gouvernement.

Malgré ces éloges, il ajoute immédiatement que "l'administration Kennedy, prise collectivement, n'a ou ne semble pas avoir de programme ou de doctrine. J.F. Kennedy

⁵⁶ Roger Z. George & Harvey Rishikof (eds.), *The National Security Enterprise: Navigating the Labyrinth*, Washington, Georgetown University Press, 2017, pp.32-56.

⁵⁷ C'est par exemple là que sera pilotée la crise de Cuba en octobre 1962.

⁵⁸ Raymond Aron, *Mémoires*, Paris, Robert Laffont, 2010, p.590. "J'avais médité ce livre pendant une dizaine d'années. C'est pour l'écrire que j'avais passé un semestre à Harvard".

⁵⁹ "Une Administration d'intellectuels à Washington" : voir *Les Articles du Figaro*, pp.768-9.

⁶⁰ Au sens de Giovanni Sartori dans *Partis et systèmes de partis : un cadre d'analyse*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011.

s'est ingénié à réunir le plus possible d'hommes intelligents sans trop se demander s'ils avaient les mêmes opinions. En fait de désarmement, M. P. Nitze et M. McCloy s'accorderont-ils ? La coopération au State Department entre Rusk, Stevenson et C. Bowles sera-t-elle harmonieuse ? Il arrive que le choix des personnes permette de deviner ce que sera la politique d'une administration. Tel n'est pas le cas cette fois".⁶¹ Percevant parfaitement les futures tensions qui traverseront le gouvernement pendant les années à venir, notamment sur lors de la crise de Cuba, des choix en matière de prolifération nucléaire et de la montée de l'implication dans le conflit vietnamien. Aron connaît personnellement tous ces protagonistes de l'ère Kennedy-Johnson, qui dirigeront pendant huit ans le camp occidental et s'opposeront notamment sur la doctrine nucléaire et ses applications en divers moments cruciaux. Partie prenante de ces débats, Aron sera l'interlocuteur des dirigeants américains *via* ses articles et sa correspondance soutenue avec eux.

Paix et guerre entre les nations dans son ensemble peut dans cette perspective être lu à la fois comme un traité théorique complet de relations internationales et, notamment via sa troisième partie opérant un bilan approfondi de la situation internationale en 1960, comme l'énoncé des fondements de ses positions sur la future doctrine. Le livre, rédigé à l'adresse des gouvernements (et en premier lieu celui qui parviendra au pouvoir en janvier 1961), constitue une somme explicitant les règles selon lesquelles se joue désormais un jeu international où les puissances doivent articuler leurs politiques en vue de guerres potentielles à la fois nucléaires, conventionnelles et insurrectionnelles. Voilà la clef de lecture proposée pour comprendre l'ouvrage complexe et rhapsodique que constitue *Paix et guerre*. Examinons-en à présent la structure et les principaux théorèmes.

Guerre et Paix : économie générale d'un traité de politique extérieure

On a souvent reproché à l'ouvrage une certaine hétérogénéité, dont la thèse soutenue ici voit l'origine dans ses conditions de rédaction. Organisé en parties aux visées totalement différentes, bien que concourant toutes à la compréhension globale du phénomène de compétition violente ou non entre États, le traité comporte quatre parties égales, qu'on peut grouper en deux paires : l'une théorique et la seconde pratique, applicative. En effet, les deux premières parties de l'ouvrage, intitulées "Théorie" et "Sociologie", sont de l'aveu même d'Aron une dactylographie de cours professés en Sorbonne au cours des années précédant son séjour à Harvard.⁶² Elles constituent un tour d'horizon des conceptions de la philosophie de la politique étrangère et de sociologie de l'action des États sur la scène internationale.

Les deux dernières parties sont quant à elles le fruit de ses échanges avec les universitaires américains et sont plus contextuelles. La première, "Histoire", sous-titrée

⁶¹ "Au seuil de l'ère Kennedy", 18 janvier 1961, in *Les Articles du Figaro*, p.771. Les personnes nommées par Aron sont respectivement Secrétaire d'État adjoint à la Défense chargé des affaires internationales de sécurité (Nitze), conseiller du Président pour le désarmement (McCloy), secrétaire d'État (Rusk), ambassadeur à l'ONU (Stevenson) et sous-secrétaire d'État (Bowles).

⁶² Cf. Raymond Aron, *Mémoires*, *op.cit.*, p.586

“Le système planétaire à l’âge thermonucléaire”, est une application des concepts développés dans les parties I et II. Il reprend également, comme son même le suggère, nombres d’intuitions avancées dans “De la guerre : armes atomiques et diplomatie mondiale” et parfaites au contact de ses pairs états-uniens. La dernière partie, “Praxéologie : Les antinomies de l’action diplomatique”, au titre profondément kantien⁶³ est consacrée aux déterminants de l’action stratégique. Aron recherche ici une *sagesse*,⁶⁴ ou plus modestement des *préceptes*⁶⁵ valables pour la conduite de la politique étrangère.

L’ouvrage en lui-même représente donc plusieurs étapes de la réflexion aronienne, qu’il est crucial de distinguer pour comprendre le cheminement du propos. Dans chaque partie, Aron se pose une question fondamentale, qu’il balaie ensuite pour fournir une réponse générale couvrant l’ensemble des problématiques propre au champ délimité par l’interrogation.

- Partie I : “Théorie” : Qu’est-ce que la politique extérieure ? Sur quelles bases se fonde son fonctionnement (méthode philosophique, réflexive) ;
- Partie II : “Sociologie” : Quelle est la dynamique sociale de la vie internationale ? Quelles sont les principales variables affectant son fonctionnement ? (méthode comparative, interprétative⁶⁶) ;
- Partie III : “Histoire” : Quels sont, à notre époque, les conditions de la force ou de la puissance ? Quels sont les objectifs que se proposent les acteurs sur la scène internationale ?⁶⁷ (méthode de l’enquête historique ‘synchronique’,⁶⁸ reconstitution, établissement des traits singuliers d’une situation donnée, des ‘événements concrets ou la succession des événements’⁶⁹) ;

⁶³ Il s’agit d’une référence aux quatre antinomies de la raison pure théorisées par Kant, ou “conflits des lois de la raison pure”. Pour Kant, les lois de fonctionnement de notre raison conduisent à voir certains problèmes métaphysiques de manière opposées mais tout aussi légitime d’un point de vue logique. C’est cette tension entre les quatre antinomies qui limitent notre compréhension du monde, mais permet en même temps de donner aux actions des bases contradictoires et donc libres. Cf. Emmanuel Kant, *Critique de la raison pure*, Paris, Garnier-Flammarion, p.416-474. Kant se fondera sur ces conflits internes de la raison pure, et en particulier sur le troisième, pour développer son analyse de l’action humaine dans la *Critique de la raison pratique*, tout comme Aron se fonde sur la dynamique entre intérêts et préférences pour analyser l’action extérieure des États. La troisième antinomie confronte la thèse selon laquelle tout arrive selon des lois nécessaires de la nature (causalité naturelle), à une autre thèse, tout aussi légitime et en apparence contradictoire, selon laquelle il y a une autre causalité que les lois de la nature : la liberté. Cette troisième antinomie est résolue par Kant de la façon suivante : la causalité naturelle concerne les seuls ‘phénomènes’ connus par la raison théorique ; la liberté, elle, est la causalité de la raison pratique, de la volonté humaine. Comprendre le monde des interactions entre États suppose donc de comprendre la volonté qui anime les décideurs et provoque de nouvelles séries causales (Merci à Gilles Juan pour ses remarques à propos du problème des antinomies).

⁶⁴ *Paix et guerre*, p.565.

⁶⁵ *Ibid.*, p.563.

⁶⁶ Cf. *Paix et guerre*, p.184. La référence à la méthode de Weber est ici transparente.

⁶⁷ *Ibid.*, p.367.

⁶⁸ Voir, dans *Paix et guerre*, la préface à la 8^e édition, p.XIII, où Aron qualifie ainsi sa propre méthode, bien qu’il en souligne le caractère paradoxal.

⁶⁹ *Paix et guerre*, p.309.

- Partie IV : “Praxéologie” : À partir des trois approches précédentes, que peut-on conseiller comme morale, comme attitude générale en politique extérieure, et quelle stratégie est la plus pertinente dans une ‘constellation diplomatique’ donnée.⁷⁰

Grâce à cette régularité, on perçoit la volonté d’Aron de donner à son raisonnement des cadres précis, permettant d’explorer des pans spécifiques de l’action extérieure des États (quitte, quelques fois à déborder un peu ou commencer à traiter le thème du prochain chapitre à la fin du précédent). Reste que cette structuration par questions fondamentales donne une clarté indéniable au propos et à l’organisation générale de l’ouvrage. Ceci permet ainsi de “*dégager des propositions d’une certaine généralité portant sur [les] problèmes principaux*”⁷¹ et d’explorer sous toutes les facettes les difficultés théoriques posées par l’analyse de la conduite des affaires extérieures des États.

Cette structure en quatre parties est doublée d’une seconde, interne aux parties, qui les scinde en deux parties égales de trois chapitres (chacun respectant sur toute l’œuvre une taille d’environ trente pages), hormis la dernière, qui se subdivise en trois fois deux chapitres :

- La première partie est ainsi divisée en deux sous-parties traitant l’un des facteurs internes de la politique étrangère (stratégie et diplomatie ; puissance et force ; gloire et idée, soit les moyens et les buts d’une action unifiée sur la scène internationale) et externes (nature des systèmes internationaux ; les différents types d’équilibres ; nature de la paix et de la guerre dans les différents régimes de systèmes internationaux relevés).
- La seconde partie se subdivise en une étude, “*si l’on reprend le vocabulaire de Montesquieu*”,⁷² des “causes matérielles” et des “causes morales” permettant de définir la puissance : “Espace”, “Nombre” (d’hommes, d’armes) et “Ressources”, complétées par étude du rôle, dans le déclenchement des conflits politiques violents, des régimes politiques, de la “civilisation” et, enfin, de l’agressivité humaine et de la “bellicosité” de notre espèce.
- La troisième partie, consacrée à l’étude *d’une* constellation historique, celle de l’année 1960 pendant laquelle Aron écrit *Paix et guerre*, se penche dans la première grappe de trois chapitres sur les grandes caractéristiques du monde de la Guerre froide (hétérogénéité, dissuasion, bipolarité et diplomatie intra-blocs), tandis que la seconde étudie deux théâtres d’affrontement (l’Europe et les “Non-Alignés”) entre les Deux Grands, ainsi que les mécanismes de tension et de détente entre les superpuissances (avec notamment la théorie de leur alliance implicite contre les puissances émergentes afin de conserver leur hégémonie respective sur chacune de leur zone d’influence et d’éviter un affrontement nucléaire ‘accidentel’ lié au comportement aventureux d’un de leur allié).
- La dernière partie est quant à elle divisée en trois fois deux chapitres. Les deux premiers, “En quête d’une morale”, se penchent sur la morale créée par la nouvelle

⁷⁰ *Paix et guerre*, p.184.

⁷¹ *Ibid.*, p.218.

⁷² *Ibid.*, p.185.

vision *réaliste* des politiques de puissance, en particulier à l'âge atomique. Les deux chapitres suivants, "En quête d'une stratégie", envisagent quant à eux les grands types de stratégie possibles dans un théâtre d'opposition nucléarisé et aux dimensions mondiales; aussi bien pour les grandes puissances que pour les plus modestes. Enfin, les deux derniers chapitres de l'ouvrage s'interrogent ce qui se trouve "Au-delà de la politique de puissance" et donc sur le type de paix qui est à la fois souhaitable et atteignable. Réflexion sur la loi internationale et la souveraineté des États dans des circonstances radicalement différentes de celles dans lesquelles elles étaient apparues au 17^e siècle : ces deux titres conclusifs invitent à comprendre les transformations à long terme que provoqueront sur la nature même des États la mondialisation des interactions diplomatiques et la présence du paramètre nucléaire dans le calcul des dirigeants.

Ces "problèmes fondamentaux" soulevés par Aron ont ainsi tous une même fin : comprendre la manière dont les dirigeants prennent leurs décisions lorsqu'il s'agit de politique étrangère : "La conduite diplomatico-stratégique étant instrumentale et aventureuse, une décision ne peut être comprise que par référence à la conjoncture et à la psycho-sociologie de l'acteur".⁷³ Mais reste à comprendre la façon dont un acteur de la politique internationale se représente les enjeux et les conséquences de sa décision : "La conjoncture est constituée par les rapports des forces inscrits sur un espace historique. L'acteur collectif est parfois intelligible comme s'il était individuel (régime du chef absolu), parfois il apparaît résultante de pressions multiples. Dans les deux cas, il faut dégager les buts qu'il vise, la manière dont il pense le monde et le mode d'action qu'il adopte par volonté ou sous des influences plus ou moins contraignantes".⁷⁴ L'analyse sociologique, qui est au cœur de l'approche d'Aron, conduit ainsi implacablement à se concentrer sur les conditions d'élaboration de ces perceptions (qu'on ne nomme pas encore "construction sociale de la réalité"⁷⁵ ou "constructivisme", mais qu'Aron avait parfaitement anticipé et théorisé) : "Ce qui explique une décision, c'est n'est pas tant la conjoncture réelle que l'idée que s'en faisait l'acteur. D'autre part, la conjoncture, pour chaque acteur, n'est pas constituée seulement par un rapport calculable des forces, mais par la conduite, tenue pour probable, des acteurs, rivaux, ennemis ou alliés. Stratèges et diplomates ne combinent pas des moyens en vue d'une fin à la manière d'ingénieurs, ils prennent des risques, à la manière des joueurs".⁷⁶

Plus qu'un traité de relations internationales, *Paix et guerre* constitue une enquête globale de philosophie, de sociologie, d'histoire et enfin d'éthique de la politique extérieure de l'État, qu'Aron considère délaissée par rapport à sa contrepartie intérieure, qui a reçu davantage d'attention au fil des siècles. Réparer cette erreur demande de poser

⁷³ *Paix et guerre*, p.308.

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ Selon le célèbre essai de Peter Berger et Thomas Luckmann, *The Social Construction of Reality. A Treatise in the Sociology of Knowledge*, paru en 1966 chez Doubleday. Cette appellation se situe néanmoins dans la suite des travaux d'Heinrich Schutz, que connaissait bien et citait souvent Aron (il en fit un compte-rendu dès 1934 dans les *Annales Sociologiques* [Série A, fascicule 1, pp.101-116.], alors que le sociologue était alors pour ainsi dire encore inconnu en France).

⁷⁶ *Paix et guerre*, p.309. C'est moi qui souligne.

les grands problèmes que pose *dans son ensemble* la prise de décision diplomatique et stratégique. Qui plus est, cette enquête globale de sciences humaines est entreprise alors que la structure du système international a été profondément bouleversée tant par les explosions nucléaires ayant touché le Japon que par la bipolarisation de la planète. Sans doute, la nécessité d'une "science de l'action politique extérieure" ne s'était jamais fait autant sentir qu'après l'apparition de cette "constellation diplomatique" plus complexe et plus menaçante qu'aucune autre auparavant. Cela expliquerait le besoin d'Aron de 'codifier' l'ensemble des problématiques dans une même somme 'compréhensive', totale, après les intuitions incisives de "De la guerre". Mais plutôt que de tenter d'interpréter les motivations à composer un ouvrage si ambitieux, dont il ne sera d'ailleurs jamais tout à fait satisfait,⁷⁷ parcourons à présent ses quatre parties et leur contenu.

Introduction : "Les niveaux conceptuels de la compréhension"

L'introduction conceptuelle de *Paix et guerre entre les nations* a pour premier objectif de poser les limites de l'étude. Il s'agira ici d'étudier le système international sous l'angle de leur diplomatie et des guerres qu'ils peuvent à tout moment se livrer. Aron prend comme point de départ, "provisoire" précise-t-il, à son étude l'axiome selon lequel "[I]es relations internationales sont les relations entre unités politiques".⁷⁸ Ceci exclut les relations économiques et les relations entre individus composant les nations (Aron précise dans la préface à la 8^e édition qu'il aurait été préférable de dire "États", mais ce terme était lui aussi problématique⁷⁹). Il distingue donc d'emblée "système international" et "système économique", pour se concentrer sur les relations politiques entre formations politiques. "Le centre des relations internationales, ce sont les relations que nous avons appelées interétatiques, celles qui mettent aux prises les unités en tant que telles".

Pour ce faire, il distingue deux figures, celles du *diplomate* et du *soldat*, selon la méthode wébérienne de l'idéal-type, qui "agissent pleinement non plus comme des hommes quelconques, mais en tant que représentants des collectivités auxquelles ils appartiennent".⁸⁰ Par leurs fonctions, en effet, la personnalité des hommes incarnant ces idéaux-types est effacée, pour ne représenter (en théorie) que la volonté de leur gouvernement : "L'ambassadeur dans l'exercice de ses fonctions est l'unité politique au nom de laquelle il parle ; le soldat sur le champ de bataille est l'unité politique au nom de laquelle il donne la mort à son semblable".⁸¹ Mais, plus que de simples représentants commodes de leur État, ces deux figures résument également, en quelque sorte, l'ensemble des relations internationales : "L'ambassadeur et le soldat vivent et symbolisent les relations internationales qui, en tant qu'interétatiques, se ramènent à la diplomatie et à la guerre".⁸² En effet, le système international a une particularité par rapport au système

⁷⁷ "Livre ambitieux, peut-être trop ambitieux", dit-il dans ses *Mémoires*, p.586.

⁷⁸ *Paix et guerre*, p.17.

⁷⁹ *Ibid.*, p.II

⁸⁰ *Ibid.*, p.17.

⁸¹ *Ibid.*

⁸² *Ibid.*, p.18.

politique interne : il se déroule “à l’ombre de la guerre ou, pour employer une expression plus rigoureuse, les relations entre États comportent, par essence, l’alternative de la guerre et de la paix”.⁸³

Pour étudier la guerre et le rôle du soldat, qui définissent négativement le rôle du diplomate, Aron choisit une perspective clausewitzienne. Il donne une longue citation du chapitre IV du livre II de l’opus magnum du général prussien, *De la guerre*, auquel il avait emprunté le titre de l’essai de 1957. “La guerre n’appartient pas au domaine des arts et des sciences”, juge Clausewitz, “mais à celui de l’existence sociale. Elle est un conflit de grands intérêts réglé par le sang”.⁸⁴ Dans la même citation, l’adversaire de Napoléon estime de plus que “la politique est la matière dans laquelle la guerre se développe, ses linéaments déjà formés rudimentairement s’y cachent comme les propriétés des créatures vivantes dans leurs embryons”.⁸⁵ Sociale et politique, l’étude de la guerre et, par extension, des relations internationales ressortit au domaine de l’analyse sociologique et politique. Pour comprendre les interactions complexes qu’évoque Clausewitz dans le but de comprendre la finalité de la stratégie, tel sera, chez Aron, le point de départ d’une analyse des interactions sociologiques entre unités politiques, par le truchement des deux figures primordiales que sont le soldat et le diplomate.

L’Introduction, pour laquelle Aron effectue, on le voit, un travail conceptuel proprement philosophique, cherche ensuite à présenter et justifier la division du livre selon les quatre parties présentées ci-dessus. Pour cela, il dresse une analogie avec les phases que devrait comporter l’étude d’un sport : le football. Quelles seraient les étapes par lesquelles un analyste devrait passer pour étudier ce jeu ? Tout d’abord, nous dit-il, il serait nécessaire de dresser *les règles* selon lesquelles se déroule une partie : les règles à la fois générales (quel est le cadre spatial et temporel du jeu, quelles sont les actions autorisées et interdites, quels sont les critères permettant de dire qu’une équipe l’a emporté ?), mais aussi particulières (quelle est le rôle de chaque joueur aux différents moments de la partie, quel est la meilleure façon d’employer la défense et l’attaque). “Il y a une théorie de la conduite efficace de l’ailier, de l’avant-centre ou de l’arrière en même temps que de la conduite efficace de tout ou partie de l’équipe en des circonstances définies”.⁸⁶

Une fois défini ce règlement théorique, reste à savoir comment les règles du jeu s’incarnent en une action sociale effective. Pour cela, il est nécessaire de changer d’outils conceptuels. “À l’étape suivante, le théoricien n’est plus ni instituteur ni entraîneur, mais sociologue. Comment se déroulent les parties, non sur le tableau noir, mais sur le terrain ? Quelles sont les caractéristiques des méthodes adoptées par les joueurs de tel ou tel pays ? Y a-t-il un football latin, anglais, américain ? Quelle est la part de virtuosité technique et de la qualité morale dans les succès des équipes ? À ces questions, il est impossible de donner une réponse sans étude historique. [...] Le sociologue est tributaire à la fois du

⁸³ *Paix et guerre*, p.18.

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ *Ibid.*, p.21.

théoricien et de l'historien".⁸⁷ Ainsi, Aron décrit la méthode de toute science humaine, qui doit passer par une phase de travail conceptuel, de définition des régularités sociales qui en découlent et enfin de l'étude des cas singuliers et de ce qu'ils nous révèlent par leur richesse et leur complexité, qu'aucune approche théorique ne pourra jamais rendre. La méthode de "sociologie historique" d'Aron suppose donc une utilisation successive de la philosophie, de la sociologie et de l'histoire. Ainsi en sera-t-il de son étude des relations internationales.

La dernière observation de l'Introduction porte sur l'un des aspects limitant la comparaison entre le jeu et la conduite de la politique extérieure : à l'inverse du premier, celle-ci n'a pas de fin donnée et tout gouvernement changera d'objectifs en fonction de la combinaison complexe des buts de sa doctrine politique interne, de son rapport à ses alliés et à ses adversaires, de ses intérêts immédiats ou à long terme ou bien de la relative valeur des gains selon le contexte, qu'il soit routinier ou de crise. *"Le diplomate et le stratège agissent, c'est-à-dire qu'ils se décident avant d'avoir rassemblé toutes les connaissances souhaitables et acquis une certitude"*.⁸⁸

Une fois posée cette définition des rapports interétatiques, il en résulte que la conduite du diplomate n'a pas de fin donnée et immuable, définie avec autant de rigueur que celle du joueur dans un sport ou de l'acteur économique. *"Il n'y a pas pour celui qui gouverne un État d'équivalent de la maximisation de l'utilité visée par l'acteur économique et supposée par les schèmes de la théorie économique"*,⁸⁹ mais simplement les fins relatives que définissent les acteurs les uns par rapport aux autres. *"La théorie des relations internationales part de la pluralité des centres autonomes de décision, donc du risque de guerre dont elle déduit la nécessité du calcul des moyens"*.⁹⁰ Revenant sur ce passage, Aron ajoutera plus tard : *"dire que les États agissent en fonction de leur intérêt national, c'est ne rien dire tant qu'on n'a pas défini le contenu de cet intérêt. Hitler concevait l'intérêt national de la nation allemande autrement que ses prédécesseurs et ses successeurs. Mais l'alternative de la paix et de la guerre permet d'élaborer les concepts fondamentaux des relations internationales (stratégie et diplomatie, moyens et fins, puissance et force, gloire et idée, etc.)"*.⁹¹ L'intérêt (ou la Raison) d'État n'ont pas de sens en soi, et ne peuvent être ramenés à quelque constante. L'étude des relations internationales ne peut, ici non plus, faire l'économie de l'étude sociologique et historique des unités politiques et des fins qu'elles se donnent. Dans une conjoncture à maints égards *"unique, sans précédent"*,⁹² il est d'autant plus nécessaire de comprendre les motivations et les représentations des acteurs, et surtout dans un jeu international mondialisé et nucléarisé, leur définition de la victoire.

⁸⁷ *Paix et guerre*, p.21.

⁸⁸ *Ibid.*, p.22.

⁸⁹ *Mémoires*, p.589.

⁹⁰ *Paix et guerre*, p.28.

⁹¹ *Mémoires*, p.590

⁹² *Paix et guerre*, p.30.

Théorie : “La stratégie moderne de l’âge atomique nous ramène plus que jamais vers Clausewitz”

Aron emprunte donc les bases philosophiques de son étude à la pensée de la guerre développée par Clausewitz. “Clausewitz m’apporta l’idée germinale de toute théorie des rapports interétatiques : la continuité de ces rapports à travers l’alternance de la paix et de la guerre, la complémentarité de la diplomatie et de la stratégie, des moyens violents et non violents qu’utilisent les États afin d’atteindre leurs objectifs ou de défendre leurs intérêts”.⁹³ Il place ainsi la fameuse définition de la guerre par Clausewitz au chapitre I du Livre I de *De la guerre* en première phrase de la partie consacrée à la théorie des relations internationales : “la guerre est un acte de violence destiné à contraindre l’adversaire à exécuter notre volonté”.⁹⁴ Il en étend ainsi la validité à l’ensemble de la vie diplomatique, puisque celle-ci se joue “à l’ombre de la guerre”.

Après un résumé, qui occupe le début du chapitre I, de la doctrine de la guerre de l’auteur prussien, Aron justifie donc cette extension, en se fondant sur les éléments fournis par Clausewitz lui-même. “La rationalité commande [...] de songer à la paix, en dépit du vacarme des combats, de ne pas oublier la guerre, en dépit du silence des armes. Le commerce des nations est continu, la diplomatie et la guerre n’en sont que les modalités complémentaires, l’une ou l’autre dominant à son tour, sans que jamais l’une ne s’efface au profit de l’autre”.⁹⁵ Ainsi, la diplomatie ne peut faire fi de la menace toujours présente de recourir à la force (ou, pour les petits États, de se voir opposer une force qu’elle ne saurait contenir). “Une diplomatie qui prétend agir sans armée actuellement en état de combattre, une diplomatie qui dispose d’une armée incapable des missions exigées par les objectifs” constituent “deux manquements à la rationalité”, au sens wébérien d’adéquation entre les moyens et la fin.⁹⁶

A fortiori, dans un jeu globalisé et nucléarisé, cette interdépendance permanente de l’un par rapport à l’autre est impossible à ignorer : “de toute évidence, la conduite des guerres sera encore plus politique que dans le passé. Il n’est plus question de laisser aux chefs militaires toute licence de gagner la guerre, n’importe comment et à n’importe quel prix”.⁹⁷ Dans une lettre à Bernard Brodie du 23 novembre 1965, Aron ira jusqu’à employer une formule encore plus tranchante sur la modification radicale, et paradoxale, de la guerre à l’âge atomique, qu’il caractérise comme plus politique que jamais : “La stratégie moderne de l’âge atomique nous ramène plus que jamais vers Clausewitz”.⁹⁸ Fort heureusement, dans un schéma clausewitzien, les belligérants ont tout intérêt à garder la guerre nucléaire dans des limites raisonnables, c’est-à-dire à ne pas l’initier. Cependant,

⁹³ *Mémoires*, p.586.

⁹⁴ *Paix et guerre*, p.33.

⁹⁵ *Ibid.*, p.52.

⁹⁶ Cf. Antony Dabila, “L’Enquête wébérienne en sociologie : essai sur les bienfaits des comparaisons macroscopiques”, *Implications philosophiques*, 2018.

⁹⁷ *Paix et guerre*, p.54.

⁹⁸ Fonds Aron, BFN, boîte n°86, Dossier “Santa Monica”.

Aron note en conclusion de son premier chapitre qu'il "*ne dépend pas d'un seul des belligérants que la guerre que la guerre soit limitée*".⁹⁹ À l'abri du calcul rationnel et de l'intérêt bien compris, les joueurs du jeu nucléaire restent néanmoins à la merci d'une erreur de calcul ou de l'accession à la tête d'une armée nucléarisée de dirigeants non raisonnables. Par conséquent, l'éventualité d'un conflit total et fatal à ses protagonistes est une réalité qui ne peut être ignorée par les diplomates.

Aron s'attache ensuite à définir et séparer les concepts de force, de puissance et de pouvoir. "*À lire les théoriciens, on croirait souvent qu'ils disposent d'une balance infaillible pour peser exactement la puissance des unités politiques. Si cette pesée était exacte, les guerres n'auraient pas lieu, puisque les résultats seraient connus d'avance*".¹⁰⁰ On comprend bien, à partir de cette phrase, l'entreprise d'Aron : définir des facteurs relatifs de puissance, à un moment donné, fondés sur des savoirs et des connaissances disponibles et non pas sur des critères permanents. Il critique d'ailleurs les conceptions de Spykman, de Morgenthau ou de Rudolf Steinmetz, auteur en 1929 d'une *Sociologie de la guerre* en langue allemande et encore non traduite en français.

Je propose de distinguer trois éléments fondamentaux : d'abord l'*espace* qu'occupent les unités politiques, ensuite les *matériaux disponibles* et le *savoir* qui permet de les transformer en armes, le *nombre des hommes* et l'art de les transformer en soldats (ou encore *la quantité et la qualité des outils et des combattants*), enfin *la capacité d'action collective* qui englobe aussi bien l'organisation de l'armée, la discipline des combattants, la qualité du commandement civil et militaire, en guerre et en paix, la solidarité des citoyens face à l'épreuve, à la bonne ou à la mauvaise fortune.¹⁰¹

Ainsi ramené à trois catégories, "*milieu, ressources et action collective*", la puissance devient le produit de facteurs sociologiques, qui synthétisent les éléments démographiques, techniques, économiques, géographiques hypostasiés par les auteurs classiques de la géopolitique et des relations internationales, en *capacité des citoyens à se coordonner pour mener le combat*. Si ces éléments sont définis dans leur plus grande généralité, c'est que "*la classification doit être telle qu'elle permet de comprendre pourquoi les facteurs de puissance ne sont pas les mêmes de siècle en siècle et pourquoi la mesure de la puissance est, par essence, approximative*".¹⁰² Retenant les leçons de la sociologie historique allemande de l'entre-deux-guerres, Aron fait de la guerre un phénomène avant tout humain et social, qu'il faut donc appréhender grâce à des méthodes sociologiques.

Le reste de la partie théorique se penche sur les buts que se donnent les unités politiques ainsi que sur les moyens dont elles disposent pour les atteindre. Ces buts n'étant pas seulement matériels, il est nécessaire de se pencher sur les valeurs qui les définissent, ce qui est l'objet du troisième chapitre. Prenant en compte visions du monde, définition de

⁹⁹ *Paix et guerre*, p.57.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p.64.

¹⁰¹ *Ibid.*, p.65.

¹⁰² *Ibid.*, p.64.

la gloire et idéologie, tout comme les ressources composant la puissance pour en faire un facteur de pouvoir, les buts sont ramenés à trois idéaux-types – la “sécurité”, la “puissance” et la “gloire”. Respectivement associées aux figures et aux politiques extérieures de Clemenceau, Napoléon et Louis XIV, ces trois catégories d’objectifs sont des archétypes que l’on peut retrouver à toute époque et qui constituent l’une des permanences des relations internationales. Cela permet au stratège de comprendre avec quels types de politique étrangère il traite et de pouvoir ainsi ramener la multitude des comportements et des discours à des variables identifiables et plus facilement analysables. En aucun cas, donc, il ne faut restreindre les buts de guerre à des motivations uniquement matérielles : *“les objectifs que se fixent les unités politiques n’évoluent pas seulement avec les techniques de combat et de production, ils évoluent aussi avec les idées historiques qui président à l’organisation du gouvernement des collectivités”*.¹⁰³

Peut-on alors déduire des préférences éthiques d’une unité politique et de l’idée qu’elles se fait de la gloire et de la victoire les choix stratégiques et tactiques qui seront préférentiellement les siens ? Oui et non, semble répondre Aron. D’un côté, une doctrine politique agressive et conquérante s’accommodera mal d’une définition strictement négative des buts en termes de “sécurité”. Cela paraît évident. Néanmoins, nous ne pouvons déduire d’un discours politique ou d’une idéologie un comportement et des choix stratégiques concrets. *“Le choix d’une stratégie, offensive ou défensive, la volonté d’une victoire, totale ou limitée, la préférence pour l’assaut direct ou pour le cheminement indirect, aucune de ces décisions ne se sépare de, mais aucune n’est entièrement déterminée par la politique”*.¹⁰⁴ La théorie ne saurait donc prédire une posture stratégique, mais seulement comprendre les affinités électives d’un mode de pensée politique et une certaine vision de l’art militaire. Cela est en même temps peu et beaucoup, mais ne remplacera jamais une analyse strictement stratégique, qui reste la tâche principale qui incombe au soldat. Aron en conclut à *“l’indétermination de la conduite diplomatico-stratégique”* et affirme qu’*“il n’y a pas de théorie générale des relations internationales comme il y a une théorie générale de l’économie”*,¹⁰⁵ expliquant ses mécanismes généraux, ses rythmes et ses séquences, donnant ainsi une capacité d’analyse aux économistes et une certaine visibilité aux entrepreneurs et aux politiques.

D’une analyse des facteurs internes aux unités politiques, Aron s’attèle ensuite à définir les types de systèmes et d’ensembles (de *“constellations diplomatiques”*, dit-il également), que forment les États en se faisant concurrence. Traditionnellement limitées à une région géographique, ces constellations se sont à présent fondues en une seule s’étendant à la planète tout entière. *“J’appelle système international l’ensemble constitué par des unités politiques qui entretiennent les unes avec les autres des relations régulières et qui sont toutes susceptibles d’être impliquées dans une guerre générale”*.¹⁰⁶ Cette notion de système international permet de définir plusieurs éléments. En tout premier lieu, il s’agit

¹⁰³ *Paix et guerre*, p.92.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p.96.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p.102.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p.103.

de comprendre si les relations qu'entretiennent les sociétaires d'un système international sont pacifiées ou bien jouées sur un mode agressif et sans possibilité de se faire confiance. Pour cela, Aron emprunte une notion à un auteur grec, Panayis Papaligouras, juriste publiciste ayant soutenu à Genève, dans les années 30, une thèse dont Hans Kelsen fut le rapporteur.¹⁰⁷ Dans son ouvrage *Théorie de la société internationale*, Papaligouras avance une dichotomie entre système 'homogène' et système 'hétérogène', qu'Aron transpose telle quelle dans son analyse et juge 'fondamentale' : "*J'appelle systèmes homogènes ceux dans lesquels les États appartiennent au même type, obéissent à la même conception de la politique. J'appelle hétérogènes, au contraire, les systèmes dans lesquels les États sont organisés selon des principes autres et se réclament de valeurs contradictoires*". D'inspiration kantienne,¹⁰⁸ cette distinction permet à Aron de définir le niveau d'agressivité développé au sein d'un système et la capacité des sociétaires à assurer une certaine stabilité à un coût raisonnable eu égard à leurs ressources. L'homogène "*favorise la limitation de la violence, tandis que l'hétérogénéité provoque l'effet inverse*" : les belligérants jugent "*normal de provoquer la discorde chez l'ennemi*",¹⁰⁹ ce qui entraîne que se confondent "*luttres civiles et conflits inter-étatiques*", avec pour effet d'"*aggraver l'instabilité du système*".¹¹⁰

Mais quels sont les critères pour juger que nous sommes face à un système homogène ou non, au-delà des cas simples que constituent la Sainte-Alliance ou l'Europe hitlérienne ou de la Guerre froide ? Cela suppose de caractériser ce qui constitue une 'agression', ainsi que les critères précis de la 'reconnaissance'. Or, ceci se révèle très délicat, voire impossible (notons que les développements de la guerre numérique, spatiale ou l'emploi systématique du terrorisme ne feront que confirmer cette proposition d'Aron).

Pour que la détermination des sujets de droit fût soustraite au doute, il faudrait que le principe, et l'interprétation du principe, de la légitimité, le fussent également : en quel cas, selon quelle modalité doit s'appliquer l'auto-détermination ? Aussi, une définition de l'agression me paraît impossible et, au reste, inutile, quel que soit le caractère du système international. Par le terme d'agression, diplomates, juristes, simples citoyens désignent, plus ou moins confusément, un emploi illégitime, direct ou indirect, de la force. Or les relations entre les États ont été et sont telles qu'il n'est pas possible de trouver les critères généraux et abstraits à la lumière desquels la distinction entre emploi légitime et emploi illégitime de la force serait automatique.¹¹¹

Là encore, l'analyste se trouve face à une aporie et ne peut que s'en remettre au jugement des décideurs et à l'analyse de situations concrètes. Toute systématisation se ferait au risque d'erreurs d'interprétation qu'un sujet comme la paix ou la guerre ne peut souffrir.

¹⁰⁷ Sur la lecture de Papaligouras et les emprunts que lui fait Aron, voir Thomas Meszaros, "Un apport philosophique marginalisé : le concept de société internationale chez Panayis Papaligouras", in *Études Internationales*, vol.38, n°1, 2007, pp.87-109.

¹⁰⁸ Voir : Meszaros, *op.cit.*, p.92.

¹⁰⁹ *Paix et guerre*, p.109.

¹¹⁰ *Ibid.*, p.110.

¹¹¹ *Ibid.*, p.129.

À cette classification entre système homogène et hétérogène s'ajoute une seconde manière de comprendre la limitation de la puissance, plus classique, en particulier dans la pensée anglo-saxonne. Il s'agit de la nature de l'*équilibre des forces*, traduction personnelle d'Aron de l'expression *balance of power* (préférée à *équilibre des puissances*, ce qui n'a pas vraiment de sens selon sa définition de "puissance"). Née sous la plume de David Hume, dans un célèbre essai de 1752, la balance des forces permet de comprendre la nature de l'équilibre selon le nombre de puissances concourant à l'équilibrage du système international. Si l'une tient en respect l'ensemble des autres et impose sa volonté, comme l'Empire romain au sommet de sa puissance, le système est monopolaire, ou impérial, précisément. Si deux protagonistes s'opposent sans qu'aucun autre acteur ne puisse rivaliser avec eux ou peser d'une façon significative dans la balance des forces, nous sommes en présence d'un système bipolaire. C'est le mode sur lequel se sont affrontés Sparte et Athènes, Alexandre et Darius, Rome et Carthage, et aujourd'hui États-Unis et Union Soviétique.

Bien que fréquent, ce système a pour inconvénient d'être instable, car il pousse les deux principales puissances à jeter toute leur énergie dans la bataille, car toute victoire serait récompensée par une position prééminente, sinon impériale. C'est ainsi que la Macédoine s'est rendue maîtresse de l'Asie antérieure, grâce à la chute subite et complète de son antagoniste perse. À cette vision s'oppose ce que Hume et Aron à sa suite considèrent comme la version harmonieuse de l'équilibre du système interétatique et qu'ils nomment précisément l'équilibre des forces. "*Comme la monarchie universelle ne paraît pas moins funeste à Hume qu'à Montesquieu, l'État perdant fatalement ses vertus avec l'extension de son territoire, la politique de l'équilibre s'impose raisonnablement en fonction de l'expérience historique comme des valeurs morales*". Pour éviter cette situation d'extension irraisonnée de son pouvoir et, donc, la rupture des équilibres internes de son système politique, inévitablement entraîné vers l'arbitraire, il est nécessaire qu'aucun État ne puisse "*accumuler des forces supérieures à celles de ses rivaux coalisés. Tout État, s'il veut sauvegarder l'équilibre, doit prendre position contre l'État ou la coalition qui semble capable de s'assurer une telle supériorité. Cette règle générale vaut pour tous les systèmes internationaux*".¹¹²

Cherchant à raffiner les critères permettant de caractériser un système équilibré et d'en comprendre le fonctionnement, Aron reprend les six attributs qu'en donne Morton Kaplan, dans son ouvrage classique *System and Process in International Politics*. Ainsi, pour conserver un équilibre harmonieux :

1. Chaque acteur doit agir de manière à accroître ses capacités, mais il doit préférer la négociation au combat.
2. Il doit combattre plutôt que de manquer une occasion d'accroître ses capacités.
3. Il doit cesser de combattre plutôt que d'éliminer un acteur national principal.
4. Il doit agir de manière à s'opposer à toute coalition ou acteur individuel qui tend à assumer une position de prédominance par rapport au reste du système.

¹¹² Paix et guerre, p.137.

5. Il doit agir de manière à contraindre les acteurs qui souscrivent à un principe supranational d'organisation.
6. Il doit permettre aux acteurs nationaux, vaincus ou contraints, de rentrer dans le système en tant que partenaires acceptables ou il doit faire entrer un acteur auparavant inessentiel dans la catégorie des acteurs essentiels. Tous les acteurs essentiels doivent être traités comme des partenaires acceptables.¹¹³

Ces six règles combinent une vision du système international à la fois homogène et équilibrée (Aron précise cependant que seule la quatrième est exclusivement liée à l'idée d'équilibre). Dans ce jeu, qui correspond aux règles qui ont prévalu inconsciemment puis tout à fait consciemment des traités de Westphalie à 1914, on suppose que les joueurs *recherchent* l'équilibre, mais conservent également une attitude permettant de ne pas léser un des sociétaires au point qu'il refuse désormais toutes les règles de la diplomatie et de la guerre, à l'instar de l'Allemagne à partir de 1933. Là encore, la détermination d'un système stable, et donc négativement des autres types de systèmes instables, ne permet "*ni de prévoir les événements diplomatiques à partir de l'analyse d'un système typique ni de dicter aux princes une conduite en fonction du type de système. Le modèle de l'équilibre pluripolaire aide à comprendre des systèmes historiquement réalisés*".¹¹⁴ Ainsi, personne ne pouvait prévoir la rupture brutale du système européen en 1914, tout comme il est impossible d'affirmer que le système bipolaire de la Guerre froide conduira nécessairement à l'affrontement thermonucléaire. De plus, on ne peut jouer ce jeu seul. Pour paraphraser Carl Schmitt, c'est l'autre qui vous désigne comme ennemi... ou adversaire, voire simple rival.

On ne peut donc attribuer les bienfaits de l'équilibre à la sagacité d'un seul joueur. "*Haïssable ou admirable, funeste ou précieuse, la diplomatie de l'équilibre ne résulte pas d'un choix délibéré des hommes d'État, elle résulte des circonstances*".¹¹⁵ Pour résumer, si cette partition diplomatique a pu être jouée en Europe, cela fut le fruit de la distribution harmonieuse des forces entre grandes unités politiques, de l'homogénéité de son système de gouvernement, à la fois princier et limité par la loi, et de la parlementarisation plus ou moins complète de la vie politique au travers du continent. En conclusion, Aron avance qu'il est nécessaire de prendre en compte *à la fois* la capacité du système à s'autoréguler grâce à l'harmonie des croyances ou par l'équilibre des forces. "*Ni les buts ni les moyens, ni le licite ni l'illicite ne sont adéquatement déterminés par le seul calcul des forces ou la seule dialectique des idées*".¹¹⁶ Une part de chance est donc nécessaire pour réunir les conditions propices au jeu "pluripolaire", mais celui-ci doit être recherché explicitement et dans la durée une fois engagé. Une rencontre du hasard et de la volonté peu commune, mais qui permit à l'Europe d'éviter les grands affrontements de Waterloo à l'assassinat de François-Ferdinand.

¹¹³ *Paix et guerre*, p.138.

¹¹⁴ *Ibid.*, p.140.

¹¹⁵ *Ibid.*, p.141.

¹¹⁶ *Ibid.*, p.155.

Sociologie : “Déterminants et régularités”

La deuxième partie, consacrée à l’approche sociologique, est organisée en deux sections, consacrées pour la première aux facteurs internes et pour la seconde aux facteurs externes permettant de définir la nature du système international. Aron justifie le recours à la sociologie, entre l’enquête conceptuelle et l’établissement de faits par la méthode historique, comme étant la seule à pouvoir dégager des régularités dans l’agencement des principes. Ainsi, si un système homogène et équilibré est théoriquement possible grâce aux éléments qu’on vient de décrire, la manière dont ils s’incarnent (ou, selon la terminologie aristotélicienne, s’actualisent) en des objets concrets n’est pas purement arbitraire. Il existe un type d’équilibre des forces européen, mais il a également existé à d’autres périodes et dans d’autres époques, dans le monde des royaumes hellénistiques, dans le Japon médiéval et pourrait peut-être un jour refaire surface au niveau mondial si un équilibre entre grandes puissances remplace la bipolarité de la Guerre froide et empêche son retour possible *via* une confrontation entre Chine et États-Unis.

Ces régularités, ces manières typiques de jouer, qu’Aron évoquait déjà pour le football, doivent faire l’objet d’une enquête faisant ressortir les raisons d’une continuité et d’une proximité de structures permettant d’observer un même phénomène au fil des événements.

Le sociologue est en quête de propositions d’une certaine généralité, relatives *soit à l’action qu’exerce une certaine cause* sur la puissance ou les objectifs des unités politiques, sur la nature des systèmes, sur les types de paix et de guerre, *soit à des successions régulières ou à des schèmes de devenir* qui seraient inscrits dans la réalité sans que les acteurs en aient nécessairement pris conscience”.¹¹⁷

C’est avec cette méthodologie qu’Aron entame l’étude de différentes configurations récurrentes structurant le social dans lequel se déroulent les relations entre unités politiques.

Un premier chapitre intitulé “Espace” examine le legs de la géopolitique, de Halford J. Mackinder aux théoriciens allemands de cette discipline longtemps mal-aimée des universitaires. Aron avoue volontiers douter que les concepts développés pour comprendre la concurrence mondiale des États européens du début du 20^e siècle soient toujours pertinents pour comprendre la Guerre froide et le monde post-Hiroshima. Malgré leur obsolescence partielle, une bonne part des outils d’analyse géopolitique conservent une certaine valeur de vérité générale, au moins sur certains aspects, notamment sur le rapport entre territoire et permanences de la conduite diplomatico-stratégique, qu’il s’agit cependant de ne pas lier de façon déterministe.

Pour Aron, en effet, “*il n’est pas impossible d’interpréter la conjoncture actuelle à la lumière des concepts de Mackinder et de regarder la rivalité de l’Union Soviétique et des États-Unis comme un épisode inédit du dialogue éternel de la terre et de la mer, de*

¹¹⁷ *Paix et guerre*, p.184.

l'empire continental et de l'empire maritime, l'un et l'autre élargis aux dimensions du monde moderne".¹¹⁸ Mais il remarque néanmoins que *"l'air ajoute une autre dimension au dialogue et la maîtrise scientifique de l'espace, par les moyens de transport et plus encore de communication, atténue l'opposition des styles, maritime et terrestre. L'engin balistique franchit indifféremment les océans ou les déserts ; bientôt les 'satellites artificiels' obligeront à préciser l'altitude à laquelle s'arrête la souveraineté des États"*.¹¹⁹ En raison de l'apparition de ces phénomènes complexes, qui multiplient les paramètres à mettre en relation, il est devenu nécessaire de doter la réflexion en cours d'élaboration de nouveaux outils, permettant de comprendre les nouveaux types de configurations internationales et de structures expliquant les différentes formes prises par le système interétatique.

L'analyse de l'influence du milieu géographique débute par une série de réflexions avancées sur le climat et l'environnement, lors d'une discussion des thèses de Montesquieu quant à leur influence sur l'histoire des sociétés. La célèbre théorie montesquivine des climats ne peut certes pas être reprise telle quelle et Aron la réfute sans ménagement. Mais elle pose néanmoins les bases d'une discussion sur le rapport de l'homme à l'espace et de l'espace à la puissance : *"Est-ce à dire que le milieu géographique, qu'il soit physique ou historique, n'est jamais cause de phénomènes sociaux ? Cette déduction serait fausse"*.¹²⁰ En effet, il est établi que certaines zones ont été détruites par un "changement climatique" (c'est le mot qu'emploie Aron), qu'il s'agisse de l'éphémère colonie du Groenland ou bien de la dessiccation de la péninsule ibérique. Comment apprécier le rôle de l'homme dans la destruction de son milieu ? *"L'incertitude porte sur le caractère premier ou second du changement climatique. Pour les uns, l'oscillation climatique est première, soustraite à la volonté des hommes, et elle est à l'origine des événements importants. Pour les autres, elle résulte d'erreurs ou de négligence humaine. L'épuisement des sols, le déboisement créent le milieu géographique dans lequel la civilisation, incapable de réparer ses propres fautes, finira par dépérir"*.¹²¹ Il ressort de cela pour Aron que les hommes exercent une influence sur le climat et l'environnement, qui ne sont jamais donnés, mais bien créés, au moins en partie, par l'Homme. *"L'humanité est une espèce qui, au moins durant les temps historiques, a incessamment transformé ses conditions d'existence. [...]. En ce sens, le milieu géographique tel qu'il est concrètement préparé par la nature et façonné par le travail, participe de l'inconstance historique"*.¹²² Le rapport de l'Homme à son environnement est donc l'un des moteurs de l'histoire, qu'une analyse en profondeur des facteurs de puissance ne peut ignorer.

Le reste du chapitre sur les déterminants spatiaux, géographiques, de la politique est plus classique et représente une synthèse (solide) des connaissances géopolitiques de l'époque, toujours pondérées par la mise en balance avec d'autres facteurs. Si tout État

¹¹⁸ *Paix et guerre*, p.368.

¹¹⁹ *Ibid.*

¹²⁰ *Ibid.*, p.191.

¹²¹ *Ibid.*, p.192.

¹²² *Ibid.*, p.193.

utilise la géographie et les atouts que sa position lui fournit comme facteur de puissance, celle-ci n'en est jamais le seul déterminant. En outre, la fluctuation du climat, des flux économiques et des techniques avantagera ou désavantagera une position donnée au cours de revirements de l'Histoire. "Marseille n'a plus la même position du jour où les conquêtes de l'Islam ferment la Méditerranée au trafic commercial", affirme-t-il, en accord avec les thèses d'Henri Pirenne. Et Aron de poursuivre son raisonnement : "La situation d'un pays sur la carte physique est, elle, immuable. Mais elle est tout au plus une cause entre autres. Elles invitent à certaines actions, elles tracent le cadre des possibilités".¹²³ Et entre la potentialité et la puissance, il y a une distance que tout lecteur d'Aristote ne peut considérer comme allant de soi.

Le chapitre suivant, consacré au "Nombre" s'ouvre sur un double débat : l'influence du nombre sur le déroulement des guerres et leur conclusion, mais aussi sur la concurrence pacifique. Aron part du constat qu'en stratégie aussi bien qu'en économie, la logique qui prévaut est l'inverse de celle du jeu démocratique et de son slogan *one man, one vote* permettant d'introduire une égalité de droit entre les citoyens. Dans les relations internationales, au contraire, "historiquement jamais 'un homme n'a été un homme'. À l'intérieur des unités politiques comme dans la compétition entre elles, le petit nombre a, plus d'une fois, été l'artisan du sort".¹²⁴ Une analyse du facteur démographique, de son apport ou bien de son poids sur le bon fonctionnement d'une société politique, constitue certes un autre point important de l'analyse sociologique des relations internationales, mais qui ne peut suffire à expliquer l'évolution du rapport de puissance.

En effet, si une telle disproportion existe entre la capacité de quelques-uns à transformer la situation géopolitique et la passivité des grandes masses, c'est que d'autres facteurs entrent en ligne de compte. Il s'agit, pour la science des relations entre États, de déceler et d'expliquer ces facteurs. "Les relations entre force des cités et force des armées, volume des populations et nombre des soldats, ne sont pas les mêmes et ne peuvent pas être les mêmes à l'âge de la bravoure et à l'âge du pétrole ou de l'atome, pour reprendre les expressions de J.F.C. Fuller", dont il cite l'ouvrage de 1948, *L'Influence de l'armement sur l'Histoire*. Dans un schéma qu'Aron utilise souvent, ces critères peuvent être aussi bien matériels, techniques que moraux. Il s'agira de savoir à quelle époque chacun de ces critères joue le plus : "Aussi longtemps que les armes sont simples, peu coûteuses, le coefficient de mobilisation est fonction du régime social. À notre époque, ce coefficient dépend des ressources économiques et de la solidité du pouvoir central. Le nombre de machines compte plus que le nombre des hommes".¹²⁵

Enfin, un dernier facteur, ayant trait au moral des troupes à proprement parler, entre en ligne de compte pour comprendre la capacité d'un petit nombre d'hommes à influencer de manière décisive sur le cours de l'Histoire. Il s'agit de la *capacité d'action collective*, en

¹²³ *Paix et guerre*, p.194.

¹²⁴ *Ibid.*, p.218.

¹²⁵ *Ibid.*, p.219.

vue du combat et, donc, de la capacité à créer un groupe cohérent, efficace et polyvalent, permettant de remporter des batailles, face à des armées parfois bien plus fournies.

Qu'il s'agisse de la cavalerie de Philippe ou des légions de Rome, le fait majeur rentre dans la catégorie : *capacité d'action collective*. Cet ordre original de bataille exige la plupart du temps quelque réforme des armes, une combinaison inédite des types de combattants et des outils de combat [...]. Mais surtout, la supériorité qui a pour fondement une *capacité d'action collective*, en l'espèce la discipline militaire, n'est pas immédiatement transmissible : elle est liée aux structures sociales et exige un entraînement prolongé (note-t-il en faisant référence à Hans Delbruck).¹²⁶

Aron introduit ici, sans vraiment la développer, la possibilité d'une sociologie du combat et d'une analyse anthropologique des processus à l'œuvre sur un champ de bataille, comme élément à part entière de la recherche en relations internationales. Avec la notion de "capacité d'action collective", il indique qu'un groupe combattant n'est pas seulement le fruit de son équipement, de la technologie dont il dispose et a appris à se servir, de la santé et de la vigueur de ses membres, mais est d'abord et avant tout le fruit d'une *organisation sociale* permettant de surpasser celle de l'ennemi et de tirer un meilleur parti, à un instant *T*, des armes et des outils disponibles. Dans l'analyse de la guerre, de son importance dans les histoires humaines et, par conséquent, du système interétatique, la sociologie du combat constitue donc un point central.

Tout comme la nature homogène ou hétérogène d'un système international ou la configuration de son équilibre des forces ne dictent pas une stratégie pour les unités politiques qui y sont engagées, ni l'équipement, ni la composition, ne déterminent à strictement parler la tactique d'une armée. Celle-ci est le fruit de nombreuses interactions internes et externes, d'une analyse permanente des actions de l'adversaire et d'un réajustement de mon propre comportement par rapport au sien. "*La guerre, avant tout, c'est le combat*", comme le rappelle Clausewitz. La principale interaction entre belligérants est créée par la rencontre violente et le choc des armées. Pour comprendre les raisons de l'échec et de la réussite des entreprises militaires, il est donc nécessaire de prendre pour angle d'attaque la sociologie, non pas seulement des armées, mais également du combat lui-même.¹²⁷

Enfin, en mettant au centre de l'interprétation sociologique la capacité d'action collective, Aron suggère qu'une armée pouvant réagir de la manière la plus variée pourra développer les tactiques et les stratégies les plus adaptées aux multiples situations qu'elle rencontrera dans le cours d'une campagne. À l'inverse, celle qui ne pourra agir que selon un canevas prévisible et, pire, l'appliquera alors que la situation aurait demandé une adaptation aux circonstances, sera quant à elle défavorisée et dépassée sur le champ de

¹²⁶ *Paix et guerre*, pp.224-225.

¹²⁷ C'est ce que l'auteur de la présente recension s'est proposé d'entreprendre dans de précédents travaux. Cf. Antony Dabila, *L'affrontement guerrier : Approche sociologique de l'engagement martial*, thèse de doctorat soutenue le 5 novembre 2013 à l'université Paris-Sorbonne, ainsi que "La guerre, objet sociologique", *Res Militaris*, vol.4, n°2, Été-Automne 2014.

bataille. Malheureusement, ces quelques suggestions d'Aron ne sont qu'esquissées et n'établissent pas une méthode d'analyse du combat à proprement parler. Cela n'en constitue pas moins un programme de recherche à part entière et une inscription de la sociologie du combat au cœur de la discipline des Relations internationales.

Dans la ligne de son refus d'accorder une trop grande importance au facteur strictement démographique, Aron se livre ensuite à une longue réfutation de l'œuvre de Gaston Bouthoul, concepteur de la "polémologie".¹²⁸ Son argumentation est à titre principal dirigée contre l'idée selon laquelle la propension à se lancer dans la guerre (la "bellicosité") est liée à une densité trop élevée et des structures démographiques "explosives". Entreprise sur près d'une dizaine de pages, cette réfutation comporte de multiples arguments et dépasse clairement la simple volonté de contredire un adversaire académique. Aron cherche ici à améliorer la compréhension des causes d'entrée en guerre, mais aussi les ressorts de la puissance et de la force, en se débarrassant d'une idée simpliste, qui ne s'applique pas à de très nombreux cas historiques et n'est par conséquent en rien une "loi". Qu'un État, une puissance émergente, trouve une source d'énergie dans une démographie dynamique, cela va de soi. Que la guerre soit la solution exclusive pour régler le problème démographique, et trouve sa "fonction" cachée dans l'élimination d'un excédent, cela est plus problématique car cette fonction est également assurée par "l'élimination par mariage retardé, infanticide ou surmortalité, voulue et organisée des jeunes"¹²⁹ ou encore par les épidémies et les famines. Il est donc difficile d'adhérer à cette proposition. Le Japon n'est-il pas, au demeurant, plus pacifique après la guerre, alors que sa population a continué à croître pendant la guerre et que plus de sept millions de réfugiés ont regagné l'archipel depuis que s'est achevée la "sphère de coprosperité" ? La Hollande surpeuplée n'a-t-elle pas été une des unités politiques les plus pacifiques depuis deux siècles ?

Au final, Aron reproche plutôt à Bouthoul la banalité, voire l'insipidité de ses propositions, et leur élévation au rang d'axiome, alors que la guerre ne fait que remplir épisodiquement les fonctions qu'il lui prête, et ne peut être réduite à cette seule dimension. Il relève d'ailleurs au passage une idée qu'il qualifie lui-même de "lapalissade" : "*l'État qui apparaît comme une menace pour la liberté des autres est, à chaque époque, celui dont les forces augmentent le plus vite*".¹³⁰ On le sait, cette proposition est passée il y a quelques années pour une grande découverte. Appliquée à la Chine, elle a même reçu un nom – *piège de Thucydide*¹³¹ –, dont Aron n'aurait sans doute pas manqué de relever le côté plutôt pompeux malgré le respect maintes fois exprimé pour son concepteur.¹³² Cette intuition, souvent utilisée pour justifier l'inévitabilité du retour de la bipolarité en substituant la

¹²⁸ Paix et guerre, pp.236-246.

¹²⁹ Ibid., p.242.

¹³⁰ Ibid., p.237.

¹³¹ Graham Allison, *Destined for War: Can America and China Escape Thucydides' Trap?*, San Francisco, Houghton Mifflin Harcourt, 2017.

¹³² Notamment dans *République impériale* et les *Mémoires*.

Chine à l'Union Soviétique,¹³³ aurait certainement reçu un traitement analogue à la "loi" de Bouthoul. Trop générale, trop vague, démontrée avec des exemples sélectionnés à dessein pour "chiffrer" une causalité qui dépend pourtant d'une multitude de variables, la nouvelle loi d'airain découverte par Graham Allison aurait certainement peu convaincu l'auteur de *Paix et guerre*. Non qu'il ignore Thucydide – il cite à de nombreuses reprises le Livre I de *La Guerre du Péloponnèse*¹³⁴ d'où le professeur de Harvard tire son théorème.¹³⁵ Mais "pour dépasser l'oscillation entre une proposition vague et vraisemblable [...] et des propositions précises et indémontrées, il faut d'abord définir plus rigoureusement le fait auquel on impute une action causale".¹³⁶ Ce principe méthodologique qui lui permet d'attaquer les théories simplificatrices de Bouthoul lui aurait sans doute servi de point de départ à la critique du "piège de Thucydide", censé *contraindre* les gouvernements américain et chinois à l'affrontement.

Concluant la demi-partie portant sur les facteurs matériels de la puissance, le chapitre consacré aux "Ressources" a pour objet les différentes manières d'expliquer le rapport entre guerre et système d'exploitation économique (mercantilisme, libéralisme, impérialisme, socialisme). Quel est leur rôle dans le déclenchement et le déroulement des guerres ? Peut-on avancer que certains de ces régimes entraînent une plus grande "bellicosité" que d'autres ? Aron prend comme point de départ le fait qu'"une collectivité choisit une certaine répartition du travail disponible entre les divers emplois, une certaine distribution des biens entre les classes".¹³⁷ Il voit ici "trois problèmes" qui se posent lorsque l'on interroge le lien entre régime économique et propension à entrer en guerre¹³⁸ : "Tout d'abord les ressources en tant que moyen de force, ensuite les ressources en tant qu'objectif des belligérants et enjeu des rivalités ou cause de guerre. En conclusion nous comparerons brièvement l'influence des divers régimes de l'économie moderne sur la conduite extérieure des États".¹³⁹ Comme pour le lien entre démographie et guerre, Aron ne conclut pas à une affinité particulière entre aucun des régimes économiques étudiés et un quelconque essor de la bellicosité. Qu'il s'agisse de la promesse des libéraux et des socialistes que le mode d'exploitation qu'ils appellent de leurs vœux (doux commerce ou propriété collective des moyens de production) mettra fin aux affrontements politiques, Aron refuse de céder aux sirènes de la paix par la réforme de l'économie. Ce qu'il va jusqu'à nommer l'*institution belliqueuse*¹⁴⁰ a des causes multiples. Ainsi, même si un

¹³³ En dépit de l'argumentation plus nuancée de Graham Allison.

¹³⁴ Plus précisément au chapitre XXIII, ligne 6.

¹³⁵ Notamment dans un passage de *Paix et guerre* à propos du système interétatique des cités grecques (p.151), ainsi que dans un article rédigé à la même époque, "Thucydide et les événements", paru dans *History & Theory*, 1961, vol.1, n°2, pp.103-128. La référence à la "loi" de Thucydide est utilisée page 108 de cet article.

¹³⁶ *Paix et guerre*, p.237.

¹³⁷ *Ibid.*, p.248.

¹³⁸ *Ibid.*

¹³⁹ *Ibid.*

¹⁴⁰ Au sens de fait majeur que l'anthropologie générale a le devoir d'expliquer.

régime économique peut atténuer l'une de ces causes, d'autres pourront toujours surgir pour provoquer de nouveaux types d'affrontement.

Ce sont précisément ces autres types de causes qu'Aron interroge dans les trois derniers chapitres de la partie "Sociologie" et qu'il rassemble sous la catégorie des "facteurs sociaux" pesant sur le cours des relations internationales. Qu'il s'agisse du régime politique, du "*devenir fatal des civilisations*"¹⁴¹ ou bien de la nature humaine elle-même, quelles sont les raisons sociales, au sens restreint de mode de sociabilité, qui poussent les hommes à se faire la guerre ? Aron distingue ici implicitement trois échelles, trois cercles de sociabilité : le cadre de l'unité politique, celui de l'aire civilisationnelle dans laquelle elle se trouve (Europe, Chine, Inde, Moyen-Orient, etc.), celui de l'Humanité elle-même. Ces trois niveaux d'analyse renferment tous des causes potentielles de guerre, qu'il s'agit de discerner pour pouvoir en apprécier l'influence respective (souvenons-nous qu'Aron cherche avant tout à comprendre quelles pourraient être les causes provoquant un affrontement général à l'âge nucléaire). Ce questionnement est traduit en trois questions plus circonstanciées : "*La conduite des acteurs est-elle fonction du régime politique ?*"¹⁴² ; "*les civilisations connaissent-elles toutes le même destin [la décadence et donc la décomposition et l'affrontement] ?*"¹⁴³ ; enfin, "*l'Homme est-il par nature pacifique ou belliqueux ?*". Ces trois questions sont groupées, car elles posent la même question de la contribution des différents cercles culturels à la bellicosité.

À ces interrogations liées, Aron fournit une réponse similaire à celle donnée à l'argumentation de Bouthoul et à l'influence de l'économie : celle d'une indétermination de l'influence réelle de l'un de ces niveaux. Il est possible et plaidable d'affirmer que ces trois types de sociabilité ont tour à tour provoqué des guerres, mais il est impossible d'affirmer que *l'un d'entre eux* soit un facteur permanent et imprescriptible de toute guerre ni que la suppression de l'un de ces facteurs signifiera la fin *des guerres* ou de *la guerre*. À l'influence du régime, Aron rétorque qu'il est impossible d'affirmer qu'"*un type d'unité ou de régime politique, un type d'organisation ou de régime militaire est, en tant que tel, belliqueux ou pacifique. Ou, tout au moins, s'il est des sociétés ou des régimes dont la vocation est la conquête ou la guerre, il n'en est pas dont la vocation soit la paix*". Plus tôt, il avait en effet remarqué que "*les unités politiques dont les citoyens portaient des armes n'étaient pas plus pacifiques que celles qui ont réservé l'honneur [militaire] à une minorité. Athènes, cité démocratique, passait pour plus impérialiste que Sparte, cité oligarchique. Les premières conquêtes de Rome furent accomplies par des légions de citoyens. [...] Le régime militaire changea avec la structure de l'unité politique sans que la conduite diplomatique de cette dernière parût commander directement par les intérêts propres de la classe combattante*".¹⁴⁴ Dans ces conditions, aucun rapport de cause à effet entre régime politique et propension à la guerre ne peut être avancé.

¹⁴¹ *Paix et guerre*, p.282.

¹⁴² *Ibid.*, p.283.

¹⁴³ *Ibid.*, p.310.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p.305.

La question est résolue de la même manière que pour l'influence de la civilisation et la fatalité qu'elle porte en elle de tomber en décadence, et par là même de sombrer dans des affrontements aussi stériles que ruineux. Les interlocuteurs d'Aron sont ici Montesquieu, Gibbon et, plus récemment, Spengler, Toynbee ou Simone Weil. À tous, il répond une même chose : *“Les rapports entre causes morales et causes matérielles, pour employer le langage de Montesquieu, ou entre les lois et les mœurs, la qualité des institutions et des peuples sont aussi obscurs, aussi équivoques aujourd'hui que dans le passé”*.¹⁴⁵ Synthétisant le ‘schème’ commun aux différents auteurs qui ont traité tour à tour de la décadence de l'Hellade, de Rome, de l'Occident moderne ou de notre civilisation contemporaine, Aron résume l'attitude intellectuelle menant à considérer qu'une ère culturelle est conduite à la chute, toute civilisation étant mortelle :

Réduite à l'essentiel, cette vision pourrait être résumée dans les termes suivants : des États, voués à l'activité guerrière, naissent et se développent en même temps que la civilisation elle-même ; à partir d'un événement crucial, les guerres deviennent destructives et non créatrices, elles provoquent une rupture dans le corps de la civilisation. Les États batailleurs s'épuisent dans leurs luttes, ils se résignent à l'empire qui les soumet à un maître, mais leur apporte la paix. ‘L'empire, c'est la paix’, pour reprendre un mot fameux, mais cette paix est plutôt un répit avant la désagrégation qu'elle prépare.¹⁴⁶

De même, si tant est qu'on puisse parler de décadence européenne, à la suite des deux guerres l'ayant déchirée et ruinée, avant de lui faire perdre son indépendance et son empire, celle-ci est due, en partie, au succès de son modèle et à son application à des échelles bien plus grandes que celles de l'Europe, petit cap de l'Asie, selon le mot de Paul Valéry qu'Aron affectionne de citer : *“la constitution d'États de type européen sur les espaces russes et américains contenait en germe le déclassement des nations. [...] Seuls parmi les États, aujourd'hui existants, la Chine et l'Inde, peut-être le Brésil demain, seront à l'échelle des deux géants”*.¹⁴⁷ Impossible, donc, d'affirmer que la décadence, qu'elle soit démographique, culturelle, politique ou religieuse, engendre inéluctablement la guerre. Après avoir abordé le problème sous plusieurs angles, Aron avoue ne pouvoir déceler aucun mouvement de l'histoire des civilisations, un terme d'ailleurs difficile à définir à la fois temporellement et spatialement : *“Je doute que la notion même d'une bellicosité des civilisations soit utilisable”*.

Chaque civilisation fait la guerre, en utilisant les moyens disponibles. Si l'Occident s'est livré à une fratricide lutte à mort entre 1914 et 1945, dont la cruauté a pu paraître inédite, il n'en a pas moins également cherché à rationaliser le cours des relations internationales et l'encadrement de la violence institutionnelle par les Conventions de Genève et les institutions internationales issues du pacte Briand-Kellog.¹⁴⁸ On ne peut penser à un rapport général entre civilisation et guerre. Celle-ci n'est donc pas *immuable*,

¹⁴⁵ *Paix et guerre*, p.314.

¹⁴⁶ *Ibid.*, p.321.

¹⁴⁷ *Ibid.*, p.318.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p.336.

selon le mot de l'ethnologue Charles Letourneau dans une étude célèbre parue en 1895. Cela serait la réduire à la pulsion de meurtre et de violence propre à l'Homme, ce qui revient à procéder à un réductionnisme.¹⁴⁹

La guerre est fonction des niveaux techniques, du régime politique, des croyances éthiques et religieuses, et de tous les facteurs concourant à former une 'civilisation'. La confondre avec une pulsion destructive serait à la fois faux du point de vue de la civilisation, mais aussi de la nature humaine, puisque l'on ne peut non plus réduire la guerre à la violence, celle-ci étant un phénomène politique et non simplement humain, bien plus répandu que la guerre. Traité dans le dernier chapitre, ce problème reçoit plusieurs explications. Si la guerre est bel et bien un phénomène humain, ses racines sont-elles biologiques (et donc partagées avec certains animaux), psychologiques (et donc permanentes chez l'espèce humaine), ou bien sociales (il serait alors possible de trouver un *commencement* à la guerre) ? Grand lecteur de Vere Gordon Childe, Aron comprend que la "révolution néolithique" a été le plus grand bouleversement qu'ait connu l'Humanité, passant d'une culture orale et éphémère, à une inscription dans le temps et dans l'espace, grâce au développement de l'agriculture ou de l'élevage. Il pose ainsi la question de savoir si les humains se sont fait la guerre avant ce basculement vers la sédentarisation,¹⁵⁰ bien que les connaissances de l'époque ne lui aient pas permis de fournir une réponse aussi précise qu'elle l'est aujourd'hui.¹⁵¹ Esquissée, mais posant les problèmes de façon nette et documentée, cette réflexion sur l'anthropologie de la guerre a depuis lors été prolongée par le disciple "hétérodoxe" d'Aron, Jean Baechler. Dans son ouvrage fondamental de 2019, *Guerre, Histoire et Société : Éléments de polémologie*,¹⁵² le principal continuateur de la sociologie historique donnait son point d'aboutissement aux problématiques posées dans *Paix et guerre*, grâce à une enquête commencée lors de sa participation au séminaire de recherche d'Aron, auquel le livre est d'ailleurs dédié.

Concluant la partie portant sur la sociologie des relations internationales, ces réflexions sur les trois niveaux où naît la conflictualité politique (et non pas simplement la violence), reçoivent donc une réponse commune : celle-ci peut surgir de différentes sources, de différents aspects contradictoires de la nature humaine, de toutes civilisations que les hommes forment, ou des régimes politiques les plus variés. Il est par conséquent vain de chercher *la* racine de la bellicosité, dont toutes les autres ne seraient que des extensions. Bien que l'on puisse tarir l'une des sources de la guerre, comme avec le doux commerce de Montesquieu, elle n'est pas pour autant abolie et pourra toujours refaire

¹⁴⁹ *Paix et guerre*, p.335.

¹⁵⁰ *Ibid.*, p.349.

¹⁵¹ Il est aujourd'hui généralement accepté que les sociétés antérieures à la sédentarisation et l'accumulation ne se faisaient pas la guerre, non par pacifisme foncier, mais par absence de butin et d'incitations à s'entrechoquer. Voir Douglas Fry, *War, Peace, and Human Nature : The Convergence of Evolutionary and Cultural Views*, New York, Oxford University Press, 2013. Malgré de très perçantes intuitions, Aron avouera humblement dans ses *Mémoires* : "Je me reproche aussi l'insuffisance de certains chapitres de la deuxième partie, en particulier du chapitre intitulé 'Les racines de l'institution belliqueuse'. Ma connaissance de la littérature sur les guerres dans les sociétés dites archaïques était à coup sûr insuffisante", p.595.

¹⁵² Paris, Hermann, 2019.

surface, car les unités politiques sont en concurrence de multiples façons et pourront toujours vouloir trancher leurs différends par la violence.

Les dernières parties : “Histoire” et “Praxéologie”

“La troisième partie du livre, consacrée à la conjoncture actuelle, vise d’abord à mettre à l’épreuve le mode d’analyse qui se dégage des deux premières parties”.¹⁵³ Voici la visée qu’Aron assigne à cette partie de *Paix et guerre entre les nations* dans ses *Mémoires*. Comme on l’a vu, elle n’a pas pour but de faire une histoire exhaustive de la première période de la Guerre froide, courant de 1947 à la Crise de Cuba, mais de chercher à situer les effets, dans le réel historique de la période, des différents principes décelés lors de l’enquête philosophique et sociologique occupant le début de l’ouvrage. Il ne s’agit donc pas de traiter de tous les phénomènes sous tous les aspects, mais d’établir un tableau ‘synchronique’ selon les paramètres établis dans une démarche réflexive et comparative. Plutôt que d’histoire au sens académique du terme (établissement de faits, examen rigoureux des sources, débat avec les précédentes versions des mêmes événements, etc.), il s’agit plutôt d’un *portrait* historique d’une époque, esquissé grâce aux méthodes retenues dans les deux précédentes parties.

On l’a dit, cette partie souleva nombre de questions et fut diversement accueillie par la critique.¹⁵⁴ En particulier aux États-Unis, où le livre sortit en 1966, quatre ans après l’édition française et alors qu’il ne mentionne même pas Kennedy,¹⁵⁵ cette investigation historique eut moins de succès. Cohérente si l’on cherche à mettre au même niveau les trois niveaux d’enquête en sciences humaines que sont la philosophie, la sociologie et l’histoire, cette troisième partie provoque inévitablement une sensation d’artificialité, surtout comparée aux principes intangibles examinés dans la première partie du livre.

Une bonne solution aurait-elle été de la séparer de l’ouvrage ou bien de la placer en appendice, comme cela fut le cas du “Tableau de la diplomatie mondiale en 1958”, situé à la suite de l’ouvrage *La Société industrielle et la guerre*¹⁵⁶ ? Voire d’en faire un ouvrage à part qu’il aurait fallu actualiser régulièrement, mais qui aurait fourni la *méthode* pour de futurs “tableaux” ? Aron fait part de ses propres doutes dans les *Mémoires* :

J’hésitai longuement : cette partie d’actualité, celle que Fernand Braudel préféra aux trois autres, réduisit la portée du livre tout entier. Inévitablement, bien des analyses de situations contemporaines vieillissent rapidement alors que celles des trois autres parties prétendaient à une vérité moins fugitive. De plus, la

¹⁵³ *Paix et guerre*, p.30.

¹⁵⁴ Voir par exemple la recension de Jean-Baptiste Duroselle dans la *Revue Française de Science Politique* : “En un sens, on peut regretter que l’auteur, plutôt que de choisir un cas, n’ait pas voulu comparer les cas. Une comparaison des processus concrets, impliquant l’étude de ce qui demeure et de ce qui disparaît dans les relations entre enjeux et risques, entre buts et moyens, dans les attitudes face à la paix et face à la guerre à différentes époques, eût donné à cette partie un caractère plus général, ou du moins eût regroupé, élargi diverses vues que l’on trouve ça et là dispersées dans l’ouvrage”, *RFSP*, 1962, n°12, vol.4, pp.963-979.

¹⁵⁵ Hormis un ajout de 1966 sur la lutte contre la prolifération dans le chapitre XXI. Une autre référence, p.582, semble avoir été rédigée alors que John Kennedy était élu mais non encore entré en fonctions, c’est-à-dire lors du séjour d’Aron à Harvard.

¹⁵⁶ Paru en 1959 chez Plon.

notion d'Histoire était prise en un sens précis, à savoir la visée d'une conjoncture *einmalig* et *einzigartig*, unique dans le temps et unique en ses particularités, mais l'étude pouvait passer pour sociologique plutôt qu'historique (au sens des professionnels des universités). Elle ne retraçait pas une suite d'événements, mais, tout au contraire, elle s'efforçait *de fixer les traits majeurs d'une constellation*, destinée à des changements plus ou moins rapides, plus ou moins radicaux.¹⁵⁷

Vieillesse prématurée, subtilités conceptuelles, problèmes d'attribution disciplinaire heurtant la sensibilité et l'*ethos* à la fois des historiens, des sociologues et des politistes, la partie ne trouva pas autant son public que les réflexions théoriques éclairant les problèmes nouveaux apparus avec la dissuasion nucléaire. Ultime prévention provoquée par cette histoire du monde en 1960, celle liée à son volume, qui fait basculer *Paix et guerre* dans la catégorie des 'pavés' avec lesquels il est nécessaire de batailler plusieurs semaines, voire plusieurs mois, avant d'en venir à bout. Peut-être Aron voulut-il respecter une symétrie afin de placer harmonieusement sa dernière partie consacrée à la praxéologie dans un second ensemble de longueur égale à la première partie (soit environ 350 pages assez denses dans l'édition française) ? On ne sait, mais toujours est-il que l'étude historique a fané plus rapidement que la longue dissertation théorique et l'enquête sociologique des parties I et II.

Mais trêve de reproches, de regrets et de déceptions : mieux vaut chercher à comprendre le projet et l'intérêt que présente aujourd'hui l'avant-dernière partie de *Paix et guerre*. Voici comment Aron en décrit la vocation :

Cette partie historique mettait en lumière des données non pas permanentes, mais durables de l'âge atomique. Les deux États dominants, en dépit de leur hostilité, ont un intérêt commun, celui de ne pas s'entre-détruire. D'où le chapitre sur les Frères ennemis, d'où la tension entre les États-Unis et les États européens protégés ; ces derniers redoutent tour à tour d'être entraînés dans une guerre à mort par les deux Grands ou d'être privés de leur autonomie par la connivence de Moscou et de Washington. *Dissuasion, persuasion, subversion*, ces trois mots évoquent trois des aspects majeurs de la conjoncture : l'arme nucléaire, la rivalité des propagandes, la révolte des masses ou des minorités.¹⁵⁸

Les six chapitres qui composent le titre III reprennent nombre d'observations, d'analyses et d'intuitions présentes dès l'essai de 1957. C'est dans cet essai, dont il semblait judicieux de faire la recension avant celle de *Paix et guerre*, que se trouve la formulation primaire des hypothèses aroniennes sur la nature radicalement nouvelle de la nouvelle architecture diplomatico-stratégique mondiale. Pour la première fois y est présentée l'une de ses thèses maîtresses, à savoir l'interconnexion des divers niveaux (nucléaire, conventionnel, insurrectionnel) de conflictualité politique violente entre États, qu'il convient selon lui de concevoir et de traiter ensemble, comme un tout intégré, plutôt qu'isolément (comme le faisait la Doctrine Dulles). La différence est que la troisième partie de *Guerre et paix* s'étend cependant sur un volume bien plus conséquent, creuse les

¹⁵⁷ *Mémoires*, p.588. C'est moi qui souligne.

¹⁵⁸ *Ibid.*

arguments plus avant et ouvre de plus larges perspectives que ne le faisaient “De la guerre” ou le “Tableau de la diplomatie mondiale” de 1958. Elle fourmille en effet de remarques profondes (qui ne sont pas toujours servies par la présentation choisie par Aron).

C’est le cas, par exemple, de la formulation explicite des problèmes que pose l’accession au statut d’État souverain d’entités nouvelles issues des anciennes colonies, dont certaines n’avaient jamais constitué d’unités politiques à part entière. Devançant les travaux de Pierre Birnbaum et Bertrand Badie, dans leur *Sociologie de l’État*¹⁵⁹ ou de ce dernier dans *L’État importé*,¹⁶⁰ Aron formule avec maestria les problèmes que poseront ces créations nationales, que ne venait pas encore recouvrir la périphrase de *State building* : “À travers la plus grande partie du monde, la tâche de créer des nations incombe [...] à l’État”.¹⁶¹ Or, “celui-ci [...] est d’abord une administration”¹⁶² et aucune de ses versions, libérale ou à parti unique, “ne répondent exactement aux besoins des États dont les peuples manquent de cohérence, de conscience d’une vocation commune”.¹⁶³ Finalement, l’autoritarisme qui semble se développer dans les territoires décolonisés trouverait son origine dans cette mission presque impossible de devoir créer une nation à partir d’un État, et non l’inverse : “le parti pratiquement unique, sans contenu idéologique ou avec un contenu plus national qu’idéologique, est une formule intermédiaire”,¹⁶⁴ qu’on peut interpréter comme un double refus du système démocratique et de la formule communiste. Le système international de l’époque pousse à la création de nouvelles sortes d’unités politiques, dont seule l’analyse théorique peut nous faire comprendre les raisons profondes. Notons pourtant au passage que le modèle qu’en propose par Aron n’est pas “stato-centré” : l’auteur relève comme l’une des originalités principales de ce système que “jamais il n’y eut tant d’organisations interétatiques (*Union postale*) ou transnationales (*Églises, partis à vocation universelle*) ou supra-étatiques (*Haute Autorité européenne*)”.¹⁶⁵

On s’en tiendra là pour cette partie “historique” : il faudrait une autre recension de même ampleur pour relever l’ensemble des observations d’intérêt majeur (quelque peu desservies par leur inclusion dans une partie présentée comme a-théorique) qu’elle recèle.

La dernière partie, “praxéologique”, reprend également les fondamentaux de l’analyse de 1957, et cherche à établir à l’intention des dirigeants une ligne de conduite à la fois stratégique et morale, tout en définissant des critères raisonnables afin de mieux cerner la nature de la paix qu’il est permis d’espérer dans un monde à la fois bipolaire, hétérogène et nucléaire. Dans son essai de 1957, Aron avançait que ces trois quêtes supposaient de...

garder la menace de guerre totale pour certaines éventualités et certaines régions, tout en conduisant ailleurs une diplomatie traditionnelle, limitant autant que possible l’usage des armées régulières et acceptant la possibilité d’une

¹⁵⁹ Paris, Fayard, 1979.

¹⁶⁰ Bertrand Badie, *L’État importé : essai sur l’occidentalisation de l’ordre politique*, Paris, Fayard, 1992.

¹⁶¹ *Paix et guerre*, p.376.

¹⁶² *Ibid.*

¹⁶³ *Ibid.*, p.377.

¹⁶⁴ *Ibid.*

¹⁶⁵ *Ibid.*, p.379.

guerre menée avec des armes ‘anachroniques’. [...] Cette solution, bien entendu, signifie de parier sur la modération des chefs d’États de la planète ; elle présuppose qu’aucun d’entre eux ne prendra de décision brutale ou ne fasse une erreur de calcul en tentant d’anticiper les intentions de ses rivaux, au point de faire un faux mouvement. Le pari implique nécessairement une part de risque, mais l’humanité a toujours vécu dangereusement.¹⁶⁶

Ce sont ces objectifs pratiques, au sens kantien, que reprend *Paix et guerre* et qui fondent cette quatrième et dernière partie.

Conclusion

L’ouvrage nous paraît ainsi, au final, profondément dissemblable, pour ne pas dire à nouveau, rhapsodique. Il reste néanmoins important de comprendre les quatre parties de l’ouvrage pour elles-mêmes, pour ce qu’elles représentent et pour les objectifs précis qu’elles se donnaient. Si un jour une réédition complète de l’ouvrage était décidée, une suggestion serait qu’elle se fasse en quatre volumes séparés, qui signifieraient au lecteur qu’il est nécessaire d’entamer les quatre enquêtes qui le constituent dans des perspectives radicalement différentes. Grâce à la séparation physique, chaque partie, devenue ouvrage, pourrait regagner l’indépendance qu’elle avait dans l’esprit d’Aron et acquérir davantage de lisibilité et de maniabilité pour le lecteur (quitte à ce que celui-ci ne lise que le premier ou le second tome). Il s’agirait de proposer une lecture alternative d’Aron, qui éclaire de manière différente le projet grandiose de *Paix et guerre*, sans se limiter à rééditer en l’état un texte qui a pâti dans le passé de son architecture quelque peu labyrinthique.

Ce qui semble établi, c’est que le livre qu’il voulait être son *grand œuvre* ne fut pas le moyen par lequel Aron se fit connaître et gagna de l’influence à Washington. Ses chroniques et ses essais, en particulier “De la guerre”, lui permirent bien davantage d’intégrer le cercle des décideurs américains. Le livre, qui parut en anglais à la fin de l’année 1966, arrivait trois ans après l’assassinat de Kennedy, alors que sa vocation était un point sur la situation mondiale au moment de l’arrivée au pouvoir de celui-ci. Dans l’administration Johnson, ses principaux contacts étaient partis ou bien avaient perdu de l’influence, surtout depuis la crise de Cuba.¹⁶⁷ La *Détente* initiée en 1961, très vite écourtée par la subite montée des tensions entre Cuba, Moscou et Washington au printemps 1962, si elles confirmaient les intuitions d’Aron, rebattaient à ce point les cartes que la partie historique semblait dépassée et convenait mal à un public débattant à présent de la pertinence d’envoyer le contingent au Vietnam.

Cela laissa un peu d’amertume à Aron, ainsi qu’il le laisse entrevoir dans ses *Mémoires* : “*La traduction en anglais exigea plusieurs années ; l’éditeur dut faire corriger par trois fois le travail entrepris d’abord par un excellent écrivain, traducteur réputé. Le décalage entre la conjoncture que je décrivais dans la troisième partie et la situation quatre ou cinq ans plus tard offrit aux critiques des cibles faciles*”.¹⁶⁸

¹⁶⁶ Aron, *On War*, p.124.

¹⁶⁷ C’est ce que montrera la présentation à venir, dans ces colonnes, du *Grand Débat*.

¹⁶⁸ *Mémoires*, p.592.

La recension de Henry Kissinger dans le *New York Times*, malgré ses éloges apparents, usa de mots à double tranchant : “*M. Aron tente de rendre compte de l’ensemble des affaires internationales dans l’espace et dans le temps. Il cherche à inclure la clarté analytique de Machiavel et l’engagement moral de Kant. Même un livre de cette envergure ne peut rendre justice à tous les aspects des affaires internationales. [...] Ce volume est indispensable pour le spécialiste. Le lecteur généraliste y puisera ce qu’il veut, mais devrait y trouver une nouvelle perspective. Ce n’est pas un livre pour ceux qui recherchent des solutions toutes faites. Mais M. Aron fait mieux que nous donner des réponses – il nous apprend quelles sont les questions importantes*”.¹⁶⁹

Soulignant elle aussi les proportions hors normes du projet du professeur de sociologie à la Sorbonne, cette recension touche à l’essentiel : le côté hautement technique d’un volume très épais, livré au lectorat qu’il visait avec une demi-décennie de retard. Décourageant pour beaucoup, le livre se restreignait lui-même à un public de spécialistes. Ce qui rend d’autant plus urgente sa redécouverte, en faisant vivre chaque partie du projet global pour elle-même et en les replaçant dans les débats au sein desquels Aron se trouvait.

Par son caractère systématique, *Paix et guerre* embrassait cependant de manière inédite l’ensemble des questions posées par les relations internationales et les retranscrivait dans un unique volume, comme le remarque avec pertinence Jean-Baptiste Duroselle dès sa sortie : “*Pour la première fois, la complexité de la réalité internationale a été disséquée et en quelque sorte dominée. Pour la première fois, on sait d’où l’on part et l’on voit où l’on va. [Ce] livre marque donc une étape, une grande étape, dans la marche vers la connaissance des relations entre les États*”.¹⁷⁰ De ce point de vue, l’entreprise intellectuelle d’Aron demeure une réussite indépassée jusqu’à aujourd’hui. Espérons que cette relecture contribue à lever le voile sur les intentions et les vrais enjeux de *Paix et guerre entre les nations*, que son auteur a pudiquement passé sous silence jusqu’à la fin de sa vie.

Antony Dabila

Maître de conférences à l’Université
de Toulouse-I Capitole
Chercheur à l’Institut d’Études de
Stratégie et de Défense (Lyon-III)

¹⁶⁹ *New York Times*, 12 février 1967 : “*Mr. Aron attempts to account for the whole range of international affairs both in space and time. He seeks to include the analytical clarity of Machiavelli and the moral commitment of Kant. Even a book of this scope cannot do justice to all aspects of international affairs. [...] This volume is indispensable for the specialist. The general reader will pick and choose but should gain a new perspective. It is not a book for those striving for ready-made solutions. But Mr. Aron does better than give us answers — he teaches us which questions are significant*”.

¹⁷⁰ Duroselle, *RFSP*, op.cit., p.979.